

Recrutement dans le secteur de l'Education
**Le concours ouvert aux licenciés
et détenteurs de master**

Page 4

Sellal et Renzi animent un point de presse
**L'Algérie et l'Italie veulent
diversifier leur coopération**

Page 3

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Dixième année - N° 3427 - Mercredi 3 décembre 2014 - Prix : 10 DA



**Du bon usage
de l'armée
et de ses
«dérives»**

Page 2

Enquête par la gendarmerie sur l'incendie de l'usine Samha Samsung

La piste criminelle écartée

Lire page 2

**Les opposants
ne font pas
l'opposition**

Par Mohamed Habili

Qu'en Algérie il y ait des opposants, cela n'est pas contestable. Il y en aurait même plus peut-être qu'il n'en faudrait, car en général plus il y en a moins ils sont influents, qu'ils soient pris individuellement ou dans leur ensemble. De plus, à ceux qui se déclarent comme tels, il faudrait ajouter ceux qui font profession de conspirer de l'intérieur même du système, et à qui peut-être il tarde de sortir de la clandestinité. Mais ce qui, en revanche, il n'y a pas encore en Algérie, c'est une opposition digne de ce nom. Une poussière d'opposants ne fait pas une opposition, en effet. Se proclamer opposant, comme le font les partis et personnalités regroupés dans cette salle d'attente qu'est la CNLTD, est une chose, être reconnu, et davantage encore peser sur la réalité comme telle, en est une tout autre. Depuis le temps qu'elle est apparue, ce qui fait tout de même six mois, la CNLTD n'a pas donné une seule preuve de son existence ailleurs que dans les journaux. Elle s'agite un peu dans ces derniers quand il y a du nouveau concernant la santé du président, croyant qu'enfin c'est arrivé, mais dès lors que la suite des événements déçoit ses attentes, voilà que ses représentants retombent lourdement sur leurs sièges, comme on les voyait dans les journaux, et comme on se garde désormais de les montrer, parce qu'il n'est jamais agréable de ressembler à sa caricature.

Suite en page 3

Inquiétudes sur un choc du prix du pétrole Le gouvernement tente de rassurer



Dans un climat d'inquiétude face à la chute du prix du baril sur le marché mondial, le gouvernement tente de rassurer alors que le niveau le plus bas depuis 5 ans a été atteint lundi dernier avec un baril à 70 dollars.

Lire page 3

Remise en cause du recrutement par la SNTF de trois agents

**Des jeunes bloquent la voie ferrée
à Béni Mansour**

Page 24

Festival international d'art contemporain d'Alger

**Une modeste
participation étrangère**

Page 13

Enquête par la gendarmerie sur l'incendie de l'usine Samha Samsung

La piste criminelle écartée

■ L'enquête menée par les services de la Gendarmerie nationale sur l'origine de l'incendie qui avait ravagé l'usine Samha Samsung à Sétif a été bouclée.

De Sétif Meriem Benchaouia

Selon le commandant du groupement de la Gendarmerie nationale de la wilaya de Sétif, le colonel Chettab Nacer, la piste criminelle a été écartée et les enquêteurs se sont orientés vers la piste accidentelle. Selon le groupement de la 5^e région de la Gendarmerie nationale, après des mois d'investigations la conclusion de l'enquête est sans appel : l'incendie est dû à la négligence. «*Nous avons relevé plusieurs défaillances en matière de sécurité notamment le non-respect des normes de stockage*», a-t-il précisé. Au-delà de l'aspect social puisque l'unité ravagée employait plus de 900 travailleurs qui se sont retrouvés du jour au lendemain au chômage, les pertes économiques sont importantes même si aucun chiffre n'a été rendu public jusqu'à présent. C'est donc un coup dur pour l'économie nationale puisque l'unité est l'une des plus importantes du pays et l'investissement phare de la wilaya de Sétif. Le patron de Cevital, Issad Rebrab, avait déclaré que «l'usine Samha sera reconstruite dans 15 mois. Pour rappel, l'incendie ravageur s'est produit au mois de juillet. Il a totalement ravagé le compartiment de production de climatiseurs, de réfrigérateurs et de machines à laver qui s'étend sur 20 000 m². Près de 70% des

installations de cette usine d'équipements électroménagers, filiale du groupe privé Cevital ont été détruites. L'incendie a détruit des magasins de stockage et de plusieurs parties où sont produits des réfrigérateurs, des cuisinières et autres équipements. Les autres compartiments ont pu être sauvés grâce à l'intervention rapide de l'unité de la Protection civile qui a évité la propagation des flammes aux ailes affectées à la production de téléviseurs et de récepteurs numériques, ainsi qu'au parc de matériel, au dépôt de plein air, au parc d'oxygène et d'azote et à d'autres usines voisines. Rappelons également que cette usine spécialisée dans la fabrication des équipements électroménagers, est née d'un partenariat entre le groupe algérien Cevital et la firme sud-coréenne Samsung. Elle a nécessité un investissement de 6 milliards de DA. Entrée en production au 1^{er} semestre 2009, l'usine s'étale sur une superficie de 10 hectares. Le mégacomplexe de fabrication de produits électroniques de la marque Samsung qui produit des réfrigérateurs, climatiseurs, lave-linge et téléviseurs Samsung made in Algeria, avait été lancé en novembre 2008 ; il produit



annuellement 1,5 million d'unités notamment des téléviseurs LCD de dernière génération. Le complexe est considéré comme le cinquième site de Samsung à travers le monde. Il faut souligner que cet important investissement de plus de 92 millions de dollars, consenti sur fonds propres par le groupe algérien, s'est concrétisé suite aux facilités accordées par la wilaya de Sétif.

Vers le contrôle des usines et des établissements classés

A l'issue de l'enquête de la

GN sur l'incendie qui a ravagé Samha Samsung, une série de mesures ont été prises par le groupement de la GN de Sétif afin de préserver les usines dans la zone industrielle.

La GN a recommandé l'urgence de la prise de mesures sécuritaires, dans les usines et les établissements classés, notamment en matière de stockage.

Le rapport a mis l'accent sur la nécessité de la formation des agents de sécurité. En outre, le responsable de la communication près le Commandement de la GN, le lieutenant colonel

Abdelhamid Kerroud, a révélé que les unités de la GN, en coordination avec les services de la Protection civile, viennent de lancer, suite à cet incident, une vaste opération de contrôle sur terrain, des usines implantées, dans la zone industrielle de Sétif, afin de détecter les insuffisances.

«*C'est une action préventive. Le pire a été évité lors de l'incendie de Samsung Samha, le feu a été maîtrisé grâce à l'intervention rapide des pompiers et les dégâts limités*», a précisé le responsable de la GN.

M. B.

Sétif

Saisie de 26 kilos de corail

PRÈS DE 26 kilos de corail algérien à haute valeur marchande ont été saisis à Sétif par les éléments de la Gendarmerie nationale, a indiqué hier, le chef d'état-major, le lieutenant colonel Mesli Salim. Cette saisie a été opérée lors d'une opération de contrôle routier de routine. Selon la même source, le corail, qui continue d'être la cible des pilliers, provient des récifs coralliens du littoral de la wilaya d'El Tarf. Cette importante saisie s'est soldée par l'arrestation de cinq individus, originaires des wilayas de Sétif, Bouira et El Tarf. Les résultats de l'enquête menée par les services de la Gendarmerie nationale de la wilaya de Sétif relèveraient qu'une filière spécialisée d'exploitants illicites de corail achemine la marchandise vers la wilaya de Oued Souf. Une enquête a été diligentée par les services de la gendarmerie afin de mettre à nu ce véritable réseau constitué autour de l'acte du pillage des richesses sous-marines nationales. A noter que le corail rouge algérien, classé meilleur au monde, est très apprécié notamment par l'Italie pour sa transformation et son écoulement à des prix élevés sur le marché mondial.

M. B.

Du bon usage de l'armée et de ses «dérives»



Par Aïssa Khelladi

Le vice-ministre de la Défense Gaïd Salah a dit : «*L'armée ne permettra pas que l'on porte atteinte à la sécurité et à la stabilité du pays par le désordre et le chaos...*». Le chroniqueur d'El Khabar, Saad Bouokba, relève cette phrase (qu'il cite ainsi) et s'en émeut. Pour lui, en substance, l'armée est en train de jouer le rôle de police pour nous mener tout droit à la situation des trois pays suivants : Libye, Syrie et Egypte. Il prédit cette «*dérive*» à plusieurs reprises, dans sa chronique, comme si une seule ne suffisait pas. Son argument, il le reprend chez Sid-Ahmed Ghazali qu'il fait mine de citer également : l'armée algérienne est entre les mains d'une poignée d'officiers qui veulent la mener à jouer le rôle de police pour conduire le pays à la situation de ... la Libye, la Syrie et l'Egypte ! Enfin, il le dit en filigrane et plus clairement, les propos de Gaïd Salah sur la légitimité du président s'inscrivent dans cette «*dérive*» générale de notre

pays et par là même contre le sentiment commun au peuple et à la classe politique qui remettent en cause les élections présidentielles passées. Il insiste encore sur l'imminence d'un soulèvement comparable aux trois pays sans cesse cités en raison du rôle que veut faire jouer à l'armée son vice-ministre et dit, du bout des lèvres, qu'il ne souhaite évidemment pas une telle issue pour l'Algérie. Ben, voyons ! Inutile de s'en prendre à ce journaliste, bien connu dans les milieux arabophones, sur la subtilité de ses opinions, leur cohérence aussi bien que leur pertinence ; ce serait perdre son temps. Limitons-nous à ces déclarations sur Gaïd Salah pour recadrer le sujet, qui est d'actualité, sur le rôle de l'armée et de ses représentants. D'abord, un ministre ou un vice-ministre, qu'il s'occupe de la défense ou d'autre chose, qu'il s'appelle Gaïd Salah ou porte un autre nom, est un homme politique, n'en déplaise à monsieur Bouokba qui veut peut-être sacraliser cette fonction, sinon la personne qui l'occupe aujourd'hui.

Ensuite, soutenir dans le même élan l'idée que l'armée doit jouer un rôle politique (comme certains le réclament sans cesse depuis quelque temps) et lui dénier ce rôle en voulant la confiner au silence face à de vraies menaces sur la stabilité du pays, c'est pour le moins contradictoire. Il faut choisir, monsieur Bouokba, et s'en tenir à son choix ne serait-ce que pour ne pas déboussoler les lecteurs qui peuvent s'intéresser à vos opinions. Imaginer que ce qui se passe en Libye, en Syrie et en Egypte serait dû juste au fait que l'armée a voulu jouer le rôle de police est un peu court. Bien sûr, dans le «*haut niveau*» de réflexion où vous êtes arrivé aujourd'hui, l'argument de la «*main étrangère*» vous paraît démodé. Israël n'existe pas aux frontières de la Syrie, l'Otan n'a jamais attaqué la Libye et l'Egypte était dans la bonne voie révolutionnaire sans l'armée. Enfin, vous faites partie de ceux qui n'ont pas encore digéré les résultats des précédentes élections présidentielles. Vous êtes du côté du peuple, n'est-ce pas, qui, comme vous, «*déteste*» Bouteflika et tous les gouvernements qu'il dirige (sauf lorsqu'ils se rangent dans l'opposition, après avoir quitté le pouvoir). Mais alors, pourquoi voulez-vous le sauver de lui-même en reprochant à son ministre de la Défense de nous conduire au désastre que vous prédisiez ? Voudriez-vous devenir son conseiller pour lui éviter, grâce à vos opinions, de sombrer, lui et l'Algérie avec, dans la tourmente des pays que vous citez sans cesse ? Ou mieux, prendre sa place ? On peut le supposer, dès lors qu'en vous interpellant personnellement, un jour, vous avez pu penser que vous étiez désigné pour «*jouer un certain rôle*» dans le bon fonctionnement de cette armée que vous avez vraiment l'air de porter dans votre cœur.

A. K.

Inquiétudes sur un choc du prix du pétrole

Le gouvernement tente de rassurer

■ Dans un climat d'inquiétude face à la chute du prix du baril sur le marché mondial, le gouvernement tente de rassurer alors que le niveau le plus bas depuis 5 ans a été atteint lundi dernier avec un baril à 70 dollars.

Par Nacera Chennafi

Après le Premier ministre, Abdelmalek Sellal, et bien avant le ministre de l'Energie, Youcef Yousfi, c'est le ministre des Finances, Mohamed Djellab, qui tente de rassurer sur la chute du prix du pétrole, tout en sachant que plus de 98% des recettes algériennes proviennent de l'exportation des hydrocarbures. Dans une intervention à la Télévision nationale, lundi soir, le grand argentier du pays a assuré que «l'Algérie s'est préparée au choc des prix du pétrole». Comme argument, le ministre rappelle que l'Algérie a choisi d'appliquer des politiques de «prudence» depuis un certain nombre d'années en anticipant le «paiement de sa dette extérieure, en constituant des réserves de changes et un fonds de régulation des recettes et surtout en se basant sur un prix de référence du baril de pétrole à 37 dollars pour l'élaboration de ses lois de finances», a-t-il expliqué.

Dans ce cadre, il a ajouté que ces dispositions permettent à l'économie algérienne de «supporter» les chocs induits par la baisse du prix du pétrole. Le représentant du gouvernement a écarté toute incidence financière pour les dépenses publiques, notamment celles engagées au titre des investissements, réaffirmant que les grands projets inscrits dans le programme du gouvernement notamment ceux relatifs aux secteurs de



l'agriculture, de l'enseignement, de la santé et de l'habitat et tout ce qui a trait à l'investissement «ne seront pas affectés par le recul des cours du pétrole».

Dans ce sillage, il a ajouté qu'une série de projets ont été programmés et seront financés par le marché financier, ce qui permettra d'«alléger la pression» sur le budget de l'Etat et lui confèrera de «grandes capacités» de financement des projets.

Il est à noter que ce n'est pas la première fois que le ministre des Finances rassure quant au choc du prix du pétrole, car lors de sa présentation du projet de loi de finances 2015, M. Djellab avait indiqué que les pressions à la

baisse qui pèsent sur les cours du pétrole ne constituent pas «une sérieuse menace» sur la position financière externe de l'Algérie. Un «risque pris en charge par l'Etat», selon le ministre qui avait estimé que le cadrage macroéconomique du budget de l'Etat pour 2015 est empreint de prudence. Le 4 novembre dernier, le Premier ministre, Abdelmalek Sellal, s'est montré très optimiste à l'occasion de la Conférence nationale sur le développement économique et social. Il avait indiqué que la baisse du prix du pétrole n'est pas préoccupante et n'affectera pas le programme quinquennal du gouvernement. «Nous n'avons pas peur», avait-il également déclaré.

Il faut savoir que les assurances du gouvernement interviennent dans un climat d'inquiétude face à la chute du prix du baril sur le marché et des experts affirment que l'impact de la crise financière de 2008 n'est pas encore terminé.

Les Algériens n'ont pas oublié aussi l'impact de la crise de 1986 suivie par les événements du 5 octobre 88. Il est à relever que l'économie algérienne est dépendante des hydrocarbures, qui constituent 98% des recettes en devises, importe 70% des besoins des ménages et des entreprises et contribue à plus de 80% à la dépense publique, selon une précédente analyse de l'expert Abderrahmane Mebtoul. Il faut savoir également que l'investissement public est basé sur l'argent du pétrole. D'ailleurs, grâce aux recettes des hydrocarbures, l'Algérie a lancé en 15 ans trois programmes quinquennaux, dont le troisième est fixé pour la période 2015-2019.

Il est à noter qu'en septembre 2014 les revenus issus de l'exportation des hydrocarbures ont baissé de 1,2% par rapport à la même période de 2013, sous l'effet combiné du recul des volumes exportés et du prix du baril de pétrole. En contrepartie, les importations ont augmenté de 4,5%, alimentées par un appétit insatiable pour les produits alimentaires de base, dont les achats à l'international ont crû de plus de 17%. **N. C.**

Sellal et Renzi animent un point de presse

L'Algérie et l'Italie veulent diversifier leur coopération

L'Italie et l'Algérie entendent dans un proche avenir donner un nouveau souffle à leurs relations bilatérales. C'est ce qui ressort du point de presse animé hier au Palais du gouvernement par le Premier ministre algérien, Abdelmalek Sellal, et le président du Conseil des ministres italien, Matteo Renzi. De nombreux secteurs où la coopération pourrait être dynamisée ont été identifiés en vue de renforcer les relations économiques entre Alger et Rome. «Les priorités dans le cadre du partenariat entre les deux pays ont également été clarifiées», affirmera M. Sellal. Les secteurs qui porteront cette nouvelle coopération voulue par les deux capitales sont l'agriculture, l'industrie, l'énergie et le tourisme. «La coopération dans le domaine énergétique devra être renforcée dans l'intérêt des deux peuples», estimera M. Sellal. Il est également envisagé la tenue à

Rome de la haute commission mixte à la fin du deuxième semestre 2015, dans le but d'évaluer cette coopération et de mesurer les étapes franchies et les projets en cours de réalisation. Au volet politique, «une convergence de points de vue sur de nombreuses questions d'intérêt commun» est également annoncée. Que cela soit pour la Tunisie, la Libye ou le Sahel, Alger et Rome partagent les mêmes analyses politiques. «L'Italie soutient ce qu'a fait l'Algérie en Tunisie, en Libye et au Mali, pour restaurer la paix et la sécurité en préservant l'unité territoriale et des peuples de ces pays», dira encore M. Sellal. Sur un autre point il est attendu de l'Italie d'aider l'Algérie dans ses relations avec l'Union européenne (UE) afin de les améliorer. L'Italie qui va assurer, dès 2015, la présidence tournante de l'UE, œuvrera dans ce sens en prenant les «mesures pour soutenir et aider

l'Algérie dans les dossiers de coopération qu'elle a avec l'UE». De son côté, le président du Conseil des ministres italiens, Matteo Renzi, a répondu à une question d'un journaliste que son pays doit être plus présent en Algérie, d'où dira-t-il, «la raison de ma présence ici». Cependant, l'Italie ne veut pas rester uniquement sur le secteur de l'énergie. Il y a d'autres secteurs comme la construction, les infrastructures, l'enseignement supérieur et les nouvelles technologies. Selon lui, il y a beaucoup de possibilités dans plusieurs secteurs. Pour ce qui est de la situation en Libye, il affirmera que son pays est également soucieux de voir la crise libyenne se terminer le plus rapidement possible pour permettre au peuple libyen de retrouver paix et prospérité. Mais la situation est très difficile et préoccupante.

Maria Fouyal

Comité intergouvernemental franco-algérien demain à Paris

Pour mieux explorer les opportunités d'affaires en Algérie

Une centaine d'investissements français ont été réalisés en Algérie. Cimenterie, pharmacie et le tourisme sont, entre autres, les créneaux dans lesquels ont investi les Français en Algérie. Une centaine d'investissements français d'un montant global de plus de 2 milliards d'euros ont été réalisés en Algérie durant les dix dernières années, a indiqué, mardi à Alger, le directeur général de l'Agence nationale de développement de l'investissement (ANDI), Abdelkrim Mansouri. Dans une déclaration à la presse, en marge d'une rencontre d'affaires algéro-française, M. Mansouri a souligné qu'il existait plusieurs projets d'investissements français en Algérie notamment dans les filières du tourisme, de la cimenterie, de la pharmacie à travers un partenariat entre le français Sanofi et le groupe Saïdal. Citant le groupe hôtelier français Accor, il a fait savoir qu'une quinzaine de projets de cette chaîne hôtelière était en cours de réalisation à travers plusieurs régions du pays. Tenue sous le thème «Mieux comprendre le marché algérien, identifier des opportunités d'affaires et trouver des partenaires», cette ren-

contre d'affaires algéro-française a regroupé les représentants de plusieurs institutions et organismes économiques nationaux avec une délégation d'une trentaine de chefs d'entreprises de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur (PACA) conduite par le président de cette région, Michel Vauzelle. Durant cette rencontre, le président du directoire de la SGP-Equipag (branche mécanique) et coordinateur de la coopération industrielle entre l'Algérie et la France, Bachir Dehimi, a précisé que 60 projets de partenariat algéro-français dans le secteur de l'industrie étaient en cours de maturation et seraient implantés, pour la plupart, à Alger, Constantine et Oran. La coopération concerne également la formation à travers le lancement, en 2015, des travaux de réalisation de quatre écoles spécialisées notamment dans les métiers de l'industrie, du management et de la gouvernance des entreprises et de la logistique, a fait savoir M. Dehimi. Les conventions relatives à ces quatre projets d'écoles de formation seront signées dans les tout prochains jours. Présente à cette rencontre organisée par

l'ANDI en collaboration avec l'Association euro-méditerranéenne des Agences de promotion de l'investissement (ANIMA), la secrétaire générale du ministère de l'Industrie et des Mines a appelé les milieux d'affaires des deux pays à nouer des partenariats «équilibrés». Le président de la région PACA, M. Vauzelle, a appelé, pour sa part, les opérateurs économiques algériens et français à établir des relations de partenariat «étroites», soulignant que l'Algérie est une «grande puissance» méditerranéenne et africaine. Il a aussi souhaité voir des opérateurs économiques algériens concrétiser des projets d'investissements en France. Il convient de noter que les préparatifs pour la 2^e réunion du Comité intergouvernemental franco-algérien de haut niveau, prévue demain à Paris, ont été au centre des entretiens qu'a eus, dimanche à Alger, le ministre de l'Industrie et des Mines, Abdesslem Bouchouareb avec Jean-Louis Bianco, représentant spécial du ministre français des Affaires étrangères, Laurent Fabius, pour les relations avec l'Algérie, indique un communiqué du ministère. **Yazid M.**

LA QUESTION DU JOUR

Les opposants ne font pas l'opposition

suite de la page Une

Or la CNLTD ne se considère pas comme une opposition à côté d'autres, mais comme l'opposition, c'est-à-dire la seule, l'unique de son genre. Il n'y a qu'à voir l'accueil qu'elle a réservé à l'initiative du FFS, qui pourtant n'est pas née comme elle de la dernière pluie. Un parti qui a du plomb dans la cervelle et qui entend décliner son identité ne se présente pas comme l'opposition mais comme un parti d'opposition, quand du moins il l'est véritablement. Le FFS, le PT, le PST, même le RCD quand il faisait cavalier seul, ne se sont jamais définis comme l'opposition, mais comme des partis se situant dans l'opposition. Ce n'est pas exactement la même chose. Qui se dit l'opposition, et non pas de l'opposition, ne sait pas ce que parler veut dire. Il ne voit pas par exemple qu'il se pose déjà comme le pouvoir, non pas certes dans son incarnation actuelle, mais dans celle qu'il va nécessairement revêtir. Ali Benflis, par exemple, estime avoir déjà été élu président de la République non pas une mais deux fois. Et encore, c'est juste parce qu'il ne s'était pas présenté en 2009, parce qu'alors c'aurait été non pas deux mais trois fois qu'il aurait été élu. Les gens de la CNLTD n'ont pas retenu la leçon du FIS, qui vaut pour les éléphants comme pour les sanafirs, ce qu'ils sont à l'évidence. Ce qui a perdu le FIS, c'est qu'il s'est cru sans rival, sans égal, le seul, l'unique représentant du peuple algérien. Lui-même, il est vrai, ne se reconnaissait pas dans le titre d'opposant. C'est qu'il croyait dès le départ faire corps avec le peuple algérien. Peut-il en être autrement s'agissant d'un parti totalitaire ? La CNLTD est plus modeste : elle croit parler au nom non pas de tous les Algériens, mais seulement de tous les opposants algériens, ce qui tout de même fait beaucoup. Tout récemment, Sid-Ahmed Ghazali, d'habitude mieux inspiré, s'est dit certain que 90% d'Algériens se prononceraient contre le système dans un référendum organisé à l'effet de mesurer la popularité de ce dernier. Les 10% restants représenteraient la base sociale du système, ceux des Algériens qui en profiteraient, à l'exclusion de tous les autres. Ne nous demandons pas où l'ancien chef de gouvernement est allé puiser ces ordres de grandeur. Il y croit, c'est ce qui compte. De même que la CNLTD croit fermement incarner l'opposition, à l'existence de laquelle cependant Ghazali ne croit pas.

M. H.

Recrutement dans le secteur de l'Education

Le concours ouvert aux licenciés et détenteurs de master

■ Le ministère de l'Education nationale a affirmé lundi que le concours de recrutement d'enseignants, qui aura lieu le mois de mars prochain, sera ouvert aux licenciés et détenteurs de masters LMD (licence-master-doctorat).

Par Assia F.

«Le ministère de l'Education nationale informe les étudiants algériens, titulaires d'une licence ou d'un master, qu'un concours de recrutement de futurs enseignants sera ouvert dans le courant du mois de mars 2015», est-il souligné dans un communiqué du ministère. Expliquant que le recrutement de cette catégorie est devenu une «nécessité» pour satisfaire les besoins croissants du secteur de l'Education nationale, le ministère précise qu'il s'agit de quinze mille (15 000) postes à pourvoir pour l'année scolaire 2015-2016 par concours externe. «Les titulaires de licences ou de master désireux devenir professeur du primaire, du collège du lycée, pourront prendre connaissances de ces informations utiles au niveau des médias publics et au niveau des directions de l'éducation», est-il ajouté dans le communiqué. Concernant les modalités pratiques, elles seront portées à leur connaissance 30 jours avant la date du concours, est-il encore précisé. En avril 2014, près de 24 000 porteurs de licences et master ont été recrutés sur concours, a rappelé la même source. De son côté, le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Mohamed Mebarki, a adressé une note à l'intention des responsables et chefs d'établissements relevant de son secteur, les exhortant à rassurer les étudiants qui ont exprimé leurs inquiétudes suite aux dernières déclarations de la ministre de l'Education, dont «les propos ont été mal interprétés». Il a expliqué

qu'il s'agissait «de la formation pédagogique des futurs enseignants, et du rôle des Ecoles normales supérieures (ENS) à l'avenir, et non sur la limitation des recrutements aux seuls diplômés des ENS». La note du ministre a relevé que les besoins de l'éducation nationale en enseignants «sont très importants et dépassent les 20 000 recrutés par an, alors que les ENS de tout le pays ne sortent pas plus de 3 000 diplômés annuellement».

Quelque 240 000 fonctionnaires du secteur de l'Education bénéficient d'une promotion en décembre

Quelque 240 000 fonctionnaires du secteur de l'Education nationale bénéficieront d'une promotion dans le courant du mois, soit un taux de 40% du nombre global des personnels qui seront promus soit par le biais d'une inscription sur les listes de promotion, d'exams professionnels ou de concours internes. Ainsi, sont prévus aujourd'hui et demain des examens d'inscription sur la liste de promotion au profit de 170 000 employés représentant 20 corps du secteur de l'Education nationale à travers l'ensemble du territoire national, selon le calendrier arrêté par le ministère de l'Education nationale à cet effet. Selon le ministère, ces promotions qui ont longtemps figuré parmi les priorités des revendications des différents syndicats du secteur «tendent à améliorer les conditions des employés du secteur, tous corps confondus». La ministre de



Ph/D. R.

l'Education nationale, Nouria Benghebrat, avait qualifié récemment ces promotions d'«extrêmement importantes», précisant en revanche que cette opération «ne sera pas appliquée avec effet rétroactif à partir de 2012» comme revendiqué par certains syndicats. En marge de la clôture de l'examen final de la promotion des professeurs d'enseignement moyen (PEM) et des maîtres d'écoles primaires (MEP), elle a insisté sur l'importance de la formation continue des enseignants car étant, a-t-elle dit, un facteur «capital pour assurer un enseignement de qualité aux élèves». Elle a souligné, à ce propos, la possibilité pour les enseignants n'ayant pas réussi au concours de le repasser en janvier prochain, lors d'une session de rattrapage de 3 mois, rappelant que 4 000 enseignants «ne se sont pas inscrits aux concours de promotion à des grades supérieurs». D'autre part, M^{me} Benghebrat a affirmé que 46 000 professeurs de l'en-

seignement moyen et 24 000 maîtres de l'enseignement primaire avaient passé le concours, qui a débuté fin novembre à l'échelle nationale. Cette promotion s'inscrit dans le cadre de la mise à niveau des enseignants des deux paliers primaire et moyen pour l'acquisition d'un niveau universitaire équivalent à une licence, a tenu à dire le directeur de la formation au ministère de l'Education nationale, Lahcene Lebssir, qui a fait remarquer que ces enseignants ont bénéficié d'une formation d'une année à l'université de la formation continue pour prendre part au concours. Toujours selon la tutelle, l'opération de promotion concerne 118 734 emplois dont 17 066 par le biais de concours internes prévus le 4 du mois en cours et 101 668 à travers l'inscription sur la liste de la promotion, outre la promotion par l'intégration systématique des MEP et des PEM au grade de professeur principal. 800 professeurs de l'enseignement technique béné-

ficièrent directement d'une promotion au grade de professeur de l'enseignement supérieur, outre l'ouverture de près de 6 000 postes budgétaires pour des promotions dans les différents grades d'intendants et les différents corps des services économiques qui comptent 14 400 fonctionnaires. Les bénéficiaires de cette promotion devront suivre une formation continue et un recyclage, conformément à un dispositif de formation mis sur pied par la tutelle pour l'année 2014/2015. Par ailleurs, le ministère de l'Education nationale avait ouvert un concours pour le recrutement de 15 000 professeurs parmi les diplômés universitaires sur la base d'un calendrier arrêté au préalable avec les parties concernées. En mars 2015, le ministère envisage l'organisation d'un concours au profit de diplômés universitaires et de titulaires d'une licence ou d'un master à travers la consécration de 15 000 emplois.

A. F./APS

Ksentini au sujet de la peine de mort

«La conscience mondiale est aux côtés de l'abolition»

L'opposition à l'abolition de la peine de mort s'appuie, en premier lieu, sur l'argument religieux, a estimé, mardi à Alger, le président de la Commission nationale consultative de promotion et de protection des droits de l'homme (CNCPPDH), Farouk Ksentini. «Il y a aujourd'hui une très violente opposition à l'abolition de la peine capitale, qui s'appuie, en premier lieu, sur l'argument religieux. Mais il y a aussi un héritage sociétal, idéologique et des traditions qu'on ne peut pas éluder», a déclaré M. Ksentini à l'ouverture du séminaire sur l'abandon de la peine de mort dans la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord (MENA). Le président de la CNCPPDH a estimé également que la multiplication des actes de violence et des crimes commis à l'égard des enfants, ces derniers temps, n'ont fait qu'«accroître» cette opposition. Selon M.

Ksentini, pour faire progresser les sociétés sur cette question, «il faut prolonger la discussion et le débat dans le respect des convictions de chacun». «Nous devons porter nos valeurs, notre histoire, nos cultures, mais aussi notre idéal humaniste sans arrogance, mais avec conviction, respect et fermeté», a-t-il dit. Il a rappelé, en outre, que depuis le recouvrement de son indépendance, l'Algérie a procédé à l'exécution de 33 condamnations à mort au cours desquelles «on ne compte aucune exécution de femmes ou de mineurs». «En examinant notre droit en la matière, 17 crimes sont susceptibles de la peine capitale», a-t-il souligné, précisant que l'Algérie a amorcé le processus de réduction de l'application de la peine de mort par l'existence du mémorandum de 1993 relatif à la suspension de l'exécution de la peine de mort. Pour M. Ksentini,

cette décision a été prise au moment où l'Algérie «vivait une période sanglante de son histoire et souffrait isolément d'un terrorisme aveugle et barbare». «Le président de la République, Abdelaziz Bouteflika, s'exprimant devant le Parlement européen à Bruxelles en 2003, avait affirmé «être personnellement favorable à l'abolition de la peine de mort, mais qu'il attendait que le contexte du terrorisme se termine pour l'appliquer», a-t-il encore rappelé. Le président de la CNCPPDH a estimé que «même si le moratoire est un progrès en soi, il n'en demeure pas moins qu'il a pour un effet de décomplexer certains magistrats qui condamnent plus facilement à mort, sachant que le condamné ne sera plus exécuté». Dans le même cadre, M. Ksentini a rappelé que l'appel de l'Assemblée générale des Nations unies, le 20 décembre 2012, à un moratoire

sur la peine de mort en vue de son abolition universelle, a vu son adoption par 111 Etats, «une majorité jamais atteinte auparavant», a-t-il relevé. «Aujourd'hui, aux Nations unies, il y a 100 Etats abolitionnistes de droits et 48 de fait, soit trois quarts de ces Etats membres. Cela montre que la conscience mondiale est au côté de l'abolition et donne à notre action une dimension morale, mais aussi une perspective d'avenir», a-t-il précisé. A noter que les travaux du séminaire sur l'abandon de la peine de mort dans la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord (MENA), qui prendront fin aujourd'hui, se poursuivent à huis clos. Cette rencontre, qui a vu la participation de plusieurs experts nationaux et internationaux, se fixe pour objectifs, d'«échanger les points de vue sur l'abandon de la peine capitale dans la région MENA, et de faire le

point sur les initiatives et les développements dans le sens de l'établissement de moratoires». Elle se propose également, selon ses organisateurs, de «discuter de la meilleure manière d'assurer les garanties internationales protégeant ceux qui confrontent la peine capitale dans la région, y compris la limitation de l'utilisation de la peine de mort aux seuls crimes les plus graves et l'application du droit à demander pardon et la commutation des sentences de mort». A cet effet, les résultats de ce séminaire «vont contribuer au soutien des efforts des gouvernements et des autres parties concernées, y compris les organisations de la société civile, en vue de prendre des mesures dans le sens de l'abandon de la peine de mort dans la région MENA», a-t-on souligné.

Hatem L.

Marchés mondiaux du gaz naturel

Quand le pétrole a la grippe, le gaz tousse

■ Le vice-président du Cnes soutient que l'Algérie gère les incertitudes et les menaces des marchés mondiaux du gaz depuis 2010, «ce qui donne lieu à une somme de problématiques engendrées notamment par les conditions incertaines de la valorisation internationale du gaz naturel conventionnel et non conventionnel».

Phs/DR



Mustapha Mekideche, vice-président du Cnes

Par Bilal T.

Plusieurs aspects liés aux marchés mondiaux de gaz naturel et leur incidence sur la stratégie nationale ont été mis en débat «dans un contexte particulier», lors d'un workshop international sur les «Marchés mondiaux de gaz naturel : enjeux, stratégies d'acteurs et impacts», ouvert lundi au Centre des conventions d'Oran (CCO) Mohamed-Benahmed. Le vice-président du Conseil national économique et social (Cnes), Mustapha Mekideche, a abordé, dans sa communication, les tendances des marchés gaziers internationaux et leur impact sur la stratégie algérienne, affirmant que cette question et tous les autres thèmes développés lors de cette rencontre «interviennent dans un contexte assez particulier, celui de la baisse drastique du prix du pétrole (65,80 dollars au 1^{er} décembre 2014, le plus bas depuis 2009)». «Lorsque le pétrole a la grippe, le gaz tousse», a relevé le vice-président du Cnes dans ce sens, soutenant que l'Algérie gère les incertitudes et les menaces des marchés mondiaux du gaz depuis 2010, «ce qui donne lieu à une somme de problématiques engendrées

notamment par les conditions incertaines de la valorisation internationale du gaz naturel conventionnel et non conventionnel, les contraintes de prise en charge à long terme des besoins de la demande nationale et la compétition avec les autres sources d'énergie dont le charbon (cas de l'Allemagne)». Sur le plan de la concurrence, M. Mekideche a cité le Qatar, les Etats-Unis d'Amérique et la Russie, et ceci sur fond de faible demande mondiale en gaz, notamment en Chine et en Europe, tout en faisant observer la stabilisation de l'offre en cette énergie qui, en 2013, n'a augmenté que de 0,8 %, et la faible croissance de la consommation mondiale (1,3% seulement en 2013). Il a, d'autre part, signalé «l'évolution du gaz non conventionnel» par rapport à la «croissance modérée du gaz conventionnel», notamment aux USA, ce qui implique «une remise en question des contrats à long terme du gaz naturel et du GNL sur les marchés internationaux».

Pour ce qui est de l'Algérie, le vice-président du Cnes a indiqué qu'elle présente une «offre problématique» en termes de volume et de durée, ajoutant que le gaz naturel représente 34% de la consommation totale dans le

pays avec une demande interne en forte croissance (12,4% de 2011 à 2012), marquée par «une tarification obsolète qui pousse au gaspillage des ménages et à un transfert de rente au profit des industries utilisant du gaz. Des industries énergivores». Pour sa part, le vice-président de l'AIG, ancien directeur général de Sonatrach et ex-ministre, Abdelmadjid Attar, a abordé les facteurs influençant les marchés gaziers, affirmant que «dans un contexte où le prix du pétrole baisse, le prix du gaz va suivre incontestablement». Soulignant que le prix du pétrole a perdu 30% de sa valeur depuis juin 2014, il prévoit que les effets devraient être ressentis en 2015, notamment en ce qui concerne les baisses entamées en juin 2014. M. Attar a indiqué, par ailleurs, que le domaine de l'énergie est affecté actuellement par une série de bouleversements, déclarant que «le marché du gaz est sensible, car indexé à celui du pétrole». Quant aux perspectives, il estime qu'elles sont «incertaines» en raison d'une «récession économique générale, des effets catastrophiques des changements climatiques et du poids de la taxe carbone, ainsi que des crises géopolitiques régionales qui vont en

s'aggravant». Pour le vice-président de l'AIG, la récession a destabilisé les zones de production et de transit. «L'Europe a importé 30% de gaz en moins en 2013 et certains pays consomment du charbon (cas de l'Allemagne et du Royaume-Uni)», a-t-il souligné.

«De cette situation et de la prise de conscience de l'épuisement des réserves est née la nécessité d'assurer la sécurité énergétique par la diversification des ressources», a fait remarquer M. Attar, ajoutant que «l'arrivée des ressources non conventionnelles, surtout aux USA et au Canada, est en train de changer la carte énergétique mondiale».

Allant dans le même sens, Abderrahmane Mebtoul, de l'Université d'Oran, a affirmé que «l'énergie est au cœur de la sécurité de l'Algérie» et que la situation actuelle «va influencer les recettes de l'Algérie». M. Mebtoul a, par ailleurs, analysé les causes ayant conduit à la situation actuelle, insistant sur la nécessité de «revoir les méthodes pour économiser l'énergie, revoir les subventions et aller vers des prix énergétiques». A ce propos, Ahmed Mecheraoui, du ministère de l'Energie, a affirmé que l'Etat continuera de subventionner les prix de l'électricité et du gaz. «Il n'y aura pas d'augmentation», a-t-il souligné, ajoutant que la demande interne sur l'électricité et le gaz augmente de manière exponentielle. «Le programme de deux millions de logements nécessite de l'énergie, les cinq millions de climatiseurs en Algérie demandent de l'énergie, les dizaines de téléphones portables demandent aussi de l'énergie. C'est pour cela que l'Etat doit faire en sorte de fournir cette énergie. La politique du gouvernement c'est de l'électricité pour tous et du gaz pour tous et il n'y aura donc pas d'augmentation des prix de ces deux énergies», a-t-il insisté. Le workshop est organisé par l'Ecole préparatoire en sciences économiques,

commerciales et sciences de gestion (EPSECG) d'Oran en partenariat avec l'Association algérienne de l'industrie du gaz (AIG) et le laboratoire de recherches sur les économies euro-méditerranéennes

Depuis Tamanrasset Mobilis lance la 3G dans six nouvelles wilayas

L'OPÉRATEUR public de téléphonie mobile «Mobilis» a procédé mardi, depuis la ville de Tamanrasset (extrême sud), au lancement de la technologie de téléphonie mobile de troisième génération (3G+) dans six nouvelles wilayas du pays, en présence de la ministre de la Poste et des Technologies de l'information et de la communication, Zohra Derdouri. Il s'agit des wilayas de Tamanrasset, Boumerdès, El-Tarf, Médéa, M'sila et Souk Ahras. «Ces 6 nouvelles wilayas porteront le nombre de wilayas couvertes par Mobilis à 25, qui passera prochainement à 35 wilayas, devenant ainsi le premier opérateur en Algérie en termes de couverture du territoire national», a indiqué à la presse le P-dg de Mobilis, Saad Damma. Il a expliqué qu'en ce qui concerne Tamanrasset, la 3G couvrira d'abord le chef-lieu pour ensuite passer à l'ensemble du territoire de cette wilaya. M. Damma a déclaré que Mobilis «sera le premier à couvrir en 3G+ l'ensemble des 48 wilayas du pays en 24 mois et un jour, depuis son lancement en décembre 2013». De son côté, M^{me} Derdouri a exprimé sa «satisfaction» du lancement de la 3G dans la wilaya de Tamanrasset et dans 5 autres simultanément, «une année seulement après la mise en place de cette technologie en Algérie». Rappelant que le gouvernement algérien a octroyé la licence 3G aux trois opérateurs de téléphonie mobile, dont Mobilis, le 2 décembre 2013, la ministre s'est félicitée aussi que la couverture par la 3G+ des 48 wilayas par au moins un opérateur mobile «se passe normalement et de façon progressive». Elle a relevé, par ailleurs, une «tolérance» de partage de réseau dans la couverture des zones frontalières. «Il y a une tolérance de partage de réseau (avec les pays frontaliers), mais jusqu'à une certaine limite», a-t-elle dit, ajoutant qu'«il faudra accorder un attention particulière aux frontières». **Said O./APS**

Change

L'euro stable face au dollar

L'euro était stable face au dollar mardi, les investisseurs se montrant prudents dans l'attente en fin de semaine d'une réunion de la Banque centrale européenne (BCE) et du rapport mensuel sur l'emploi aux Etats-Unis. La monnaie unique européenne valait 1,2465 dollar, contre 1,2469 dollar lundi.

L'euro se stabilisait face à la monnaie nipponne à 147,66 yens contre 147,64 la veille. Le dollar restait relativement stable face à la devise japonaise, à 118,46 yens contre 118,40 yens lundi. Il était monté lundi à 119,14 yens, son plus haut niveau depuis début août 2009, après l'abaissement par l'agence de notation financière Moody's de la note souveraine du Japon.

Celle-ci a aussi abaissé mardi d'un cran les notes de cinq banques commerciales

nipponnes. De part et d'autre de l'Atlantique, les investisseurs attendent prudemment deux événements majeurs en fin de semaine: la réunion du conseil des gouverneurs de la BCE jeudi et le rapport sur les chiffres de l'emploi aux Etats-Unis pour novembre, vendredi. Ce dernier devrait «donner le ton sur les marchés pour le reste de l'année», a commenté un analyste.

De bons chiffres sur le marché du travail de la première économie mondiale seraient en effet de nature à raviver des espoirs de resserrement monétaire anticipé aux Etats-Unis, ce qui aurait pour effet d'augmenter le taux de rendement du dollar. Pourtant, il serait prématuré pour la Banque centrale américaine (Fed) de commencer à relever ses taux maintenant, même si la reprise économique s'affermirait, a estimé lundi le prési-

dent de l'antenne de New York de la Fed, William Dudley. Selon lui, «les initiatives du Comité de politique monétaire (FOMC) et le moment du resserrement dépendront de l'évolution des perspectives économiques, en particulier sur les fronts du marché du travail et de l'inflation». L'euro valait 64,17 roubles après avoir atteint lundi un niveau record de 66,50 roubles. Le billet vert s'établissait à 51,48 roubles, après être monté lundi à 53,29 roubles. La livre britannique se stabilisait face à la monnaie unique européenne, à 79,28 pence pour un euro, et baissait légèrement face au dollar, à 1,5722 dollar pour une livre. La devise suisse restait quasiment stable face à l'euro, à 1,2033 franc suisse pour un euro, tandis qu'elle reculait face au billet vert, à 0,9653 franc suisse pour un dollar. **R. E.**

Ooredoo célèbre la Journée internationale des personnes handicapées. Des aides financières et matérielles octroyées à six associations

OOREDOO poursuit ses activités citoyennes et célèbre la Journée internationale des personnes handicapées, coïncidant avec le 3 décembre de chaque année. La cérémonie marquant cette journée a été organisée le 2 décembre 2014 à l'hôtel Mercure, à Alger, en présence du directeur général de Ooredoo, M. Joseph Ged, de représentants du mouvement associatif, d'organismes partenaires, tels que le Croissant-Rouge algérien, l'Association algérienne d'alphabétisation IQRAA, les Scouts musulmans algériens, l'Association Ihcene 3^e âge, ainsi que de nombreux invités de marque et des journalistes. Fidèle à sa dimension citoyenne, Ooredoo a saisi cette occasion pour octroyer des aides financières et matérielles à six associations et fédérations œuvrant dans le soutien aux handicapés. Il s'agit de l'Association pour handicapés moteurs de Bab El Oued «El Amel», présidée par M^{me} Hayzia Rezigue, l'Association nationale pour l'éducation, l'emploi et la solidarité avec les non-voyants, présidée par Yacine Mira, la Fédération nationale des sourds d'Algérie, présidée par Allel Mohamed, l'Association nationale pour l'insertion scolaire et professionnelle des trisomiques, présidée par Youcef Chibani et l'Association sportive des handicapés moteurs «Itihad Riadi Boufarik», présidée par Samy Doucene. Une aide financière a également été remise au Croissant-Rouge algérien, représentée par sa présidente M^{me} Saïda Benhabylès, partenaire de Ooredoo depuis 2008. Présent à cette cérémonie, le directeur général de Ooredoo, M. Joseph Ged, a déclaré : «La célébration de cette Journée internationale est une belle opportunité pour rendre hommage aux personnes handicapées et pour souligner leur contribution positive dans la société. Le 3 décembre nous rappelle également le devoir de sensibiliser sur l'importance de veiller à leur garantir une meilleure insertion sociale et professionnelle. Ooredoo, en tant qu'entreprise citoyenne, apporte son soutien et ses encouragements à toute initiative visant à faciliter le quotidien de cette frange de la société». Les présidents des associations et organismes partenaires ont souligné la dimension citoyenne de Ooredoo et son implication en tant qu'entreprise responsable au sein de la société. Les intervenants ont tenu à faire connaître leurs missions de sensibilisation autour de l'importance de l'insertion des personnes handicapées, tout en évoquant, dans ce cadre, les avancées réalisées dans leur prise en charge en Algérie (...)

Communiqué

Etablissement Art et Culture de la wilaya d'Alger

L'art traditionnel à la rencontre du public

■ Les tisseuses et brodeuses, dépositaires d'une culture et d'un savoir-faire, ont quelque peu revisité l'habit traditionnel en osant proposer des couleurs modernes

Par Dalila Ziani

Quoi de plus gratifiant pour ces dames en formation de voir leurs multiples produits exposés dans l'enceinte de l'espace de la bibliothèque multimédia Bachir-Mentouri, sise en plein centre d'Alger, dont la responsable M^{me} Lamari Fatma, qui n'a de cesse de lancer des initiatives en direction de toute activité culturelle, s'attelle à en faire la promotion. C'est donc en tandem avec l'association «EL oum el Nadjiha» qu'une belle exposition pluridisciplinaire, dédiée à l'art traditionnel qui se tient du 1^{er} au 12 décembre, est organisée par l'établissement «Art et Culture». L'association, qui connaît une forte affluence, existe depuis 2008 et a lancé diverses formations en direction de femmes au foyer, de femmes travailleuses désirant parfaire leurs connaissances en matière d'art traditionnel (couture, broderie, cuisine, gâteaux, décoration florale, macramé, patchwork, peinture sur soie...) même si en parallèle elle diversifie ses formations pour toucher à la bureautique. Les exposantes issues des ateliers de formation et ayant pris part à cette manifestation ont présenté leurs ouvrages au gré de leur créativité et de leur



Ph. > D. R.

imagination, donnant parfois libre cours à leurs expressions artistiques, tels les ouvrages de patchwork savamment travaillés et colorés et se déclinant sur plusieurs objets (trousses, couffins, couvre-lits etc.) ou ces dames versant dans la décoration florale. Les tisseuses et brodeuses, dépositaires d'une culture et d'un savoir-faire, ont quant à elles quelque peu revisité l'habit tradi-

tionnel en osant proposer des couleurs modernes, alliant ainsi un art traditionnel original avec leur sensibilité contemporaine. Couleurs, senteurs, eu égard aux gâteaux parfumés, et cette grande variété d'objets, donnent en tout cas l'aspect d'un «souk» traditionnel, avec un brin de nostalgie et d'authenticité. L'exposition se veut une opportunité pour présenter au grand

public des objets de l'artisanat réalisés par des élèves, et une occasion de promouvoir ce patrimoine, ce à quoi veille l'association «El oum elnadjaha», aux dires de sa présidente, elle-même responsable d'un atelier de formation et pour laquelle «la formation est aussi une manière de perpétuer l'art».

D.Z.

Centre d'accueil de ressortissants nigériens

Formation d'une centaine de bénévoles du CRA de Tamanrasset

Une centaine de bénévoles du Croissant-Rouge algérien (CRA) ont suivi une formation intensive, en vue de les préparer à encadrer le centre d'accueil, à Tamanrasset, des ressortissants nigériens entrés illégalement en Algérie, avant leur rapatriement, a-t-on appris hier auprès du CRA de Tamanrasset.

La formation théorique a porté sur les premiers secours, les voies de communication avec les pensionnaires de ce futur centre et les modes de leur prise en charge, aussi bien au plan psychologique que celui de la restauration et de la couverture sanitaire, en attendant leur rapatriement, a précisé le président du CRA de Tamanrasset, Moulay Cheikh.

Ces connaissances sont «importantes», estime M. Moulay, dans le sens où elles permettent d'«approfondir leurs capacités pratiques de mise en œuvre des principes de la Fédération internationale des associations des Croissant et Croix-Rouge, et facilitent le traitement humanitaire de ces ressortissants».

Le centre en question, dont l'aménagement des différentes servitudes a été finalisé, devra accueillir dans les prochains jours ces ressortissants nigériens en provenance de plusieurs wilayas du pays, en attendant leur retour à leur pays, selon le même responsable.

Dans ce cadre, un travail de concert sera mené avec les services de la santé et de la

Protection civile pour un bon encadrement de ce centre d'accueil, a-t-il assuré.

Toutes les mesures ont été prises pour assurer le rapatriement dans de bonnes conditions respectant la dignité humaine des ressortissants nigériens entrés illégalement en Algérie, avait assuré, lundi à Alger, la présidente du CRA, Saïda Benhabilès.

Des bus confortables sont mobilisés pour cette opération de rapatriement et des médecins, des psychologues et un encadrement du CRA accompagneront ces ressortissants jusqu'au centre d'accueil de Tamanrasset pour qu'ils soient transférés vers le Niger avec la collaboration des autorités de leur pays, a déclaré à l'APS M^{me} Benhabilès.

Tahar D.

Projet de décision interministérielle

Objectif : un meilleur accompagnement des handicapés

Le ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels, Nouredine Bedoui, a annoncé, lundi à Alger, la mise au point prochaine d'un projet de décision interministérielle assurant aux personnes handicapées un accompagnement par des médecins spécialistes et psychologues au niveau des centres de formation professionnelle.

Dans son intervention lors d'une rencontre sur la formation au profit des handicapés visuels, le ministre a indiqué qu'un travail était en train de se faire entre son

département et celui de la santé dans le cadre d'un projet de décision interministérielle, en vue de mobiliser des médecins spécialistes et psychologues pour l'accompagnement des handicapés au niveau des centres de formation professionnelle. M. Bedoui a rappelé la convention signée en décembre 2013 avec la Fédération algérienne des personnes handicapées (FAPH) en vue de mieux cerner les besoins des handicapés et œuvrer ensemble à la sensibilisation et l'information sur

les qualifications nécessaires pour l'insertion professionnelle de cette catégorie.

Pour ce qui est des handicapés visuels, M. Bedoui a fait savoir que de nouvelles spécialités adaptées à ce handicap seraient introduites, rappelant que 242 non-voyants dont 56 filles avaient été formés en 2013.

Pour M. Bedoui, l'objectif du secteur consiste en l'amélioration de la qualité de la formation et la diversification de ses offres, précisant que la formation par apprentissage constituait le

«meilleur moyen» pour l'insertion socioprofessionnelle des handicapés en partenariat avec les acteurs économiques.

La formation des personnes handicapées «nécessite des moyens spéciaux et un accompagnement adapté, d'où l'intérêt d'une étroite coopération entre tous les acteurs dans les domaines de la formation professionnelle et la prise en charge sociale et médicale», a conclu le ministre.

Hani Y.

Boumerdès

Sensibilisation sur les risques des fuites de gaz naturel

■ Des explications sont données aux enfants des établissements scolaires et des journées portes ouvertes sont organisées au profit du grand public, afin de les sensibiliser aux dangers d'une mauvaise utilisation du gaz.

Par A.Kichni

La société de distribution de Boumerdès (SDB) a lancé, hier, à partir de la commune de Legata des journées portes ouvertes et une campagne de sensibilisation sur les risques liés à la mauvaise utilisation du gaz et les premières mesures de prévention à entreprendre en cas de fuite. Cette campagne touche plus particulièrement les communes et les localités récemment raccordées au réseau de distribution au gaz naturel, entre autres, Legata, Ouled Aissa, le quartier de Helaimia dans la commune de Boudouaou et le village de Mecharef dans la commune de Benchoud où près de 6 000



foyers ont été raccordés au réseau de distribution de gaz naturel et aussi les établissements scolaires des 3 cycles, du primaire, du moyen et du secondaire. Cette manifestation est organisée, comme de coutume, par la direction de distribution de Boumerdès en collaboration avec la Protection civile et la direction de l'éducation.



Des explications sont données aux enfants des établissements scolaires et des journées portes ouvertes au profit du grand public afin de les sensibiliser quant aux dangers d'une mauvaise utilisation du gaz, la conduite à tenir en cas de fuite et des conseils de prévention, et ce, afin de mieux se protéger des risques d'asphyxie au monoxyde de carbone.

Laquelle manifestation est couronnée par une exposition sur l'énergie gazière en général et des conférences animées par des ingénieurs de sécurité et des représentants de la direction de la Protection civile. Des brochures explicatives et des flyers sur les fuites de gaz et le monoxyde de carbone sont distribués au public.

A.K.

Bordj Bou Arreridj Plus de 2 600 bovins vaccinés contre la fièvre aphteuse

LA CAMPAGNE de vaccination contre la fièvre aphteuse, lancée début novembre dernier dans la wilaya de Bordj Bou Arreridj, a touché jusqu'à présent 2 630 bovins, a-t-on appris lundi, auprès de la direction des services agricoles (DSA). L'opération qui se poursuivra jusqu'à la fin du mois de décembre en cours, vise la préservation du cheptel bovin contre cette maladie d'origine virale, hautement contagieuse, a précisé M^{me} Amel Seddiki, médecin vétérinaire au sein de la DSA. D'autres actions de vaccination du cheptel ovin et caprin contre les maladies de la clavelée et de la brucellose, sont également en cours, a ajouté la même responsable avant d'appeler les éleveurs à se rapprocher des services agricoles pour bénéficier de doses de vaccins. Plus de 50 vétérinaires sont mobilisés à travers l'ensemble des subdivisions de la DSA pour assurer la réussite de ces opérations de vaccination, a encore indiqué M^{me} Seddiki.

Brahim L.

Laghouat

Réhabilitation du réseau routier

Un réseau routier long de 779 km a été réalisé et réhabilité à travers la wilaya de Laghouat dans le cadre de l'actuel plan quinquennal (2010-2014), a-t-on appris lundi auprès de la direction locale des travaux publics (DTP). En plus de cette opération qui a ciblé essentiellement le renforcement, la remise en état du réseau routier et la réalisation de nouvelles routes, 25 nouveaux ouvrages d'art ont été réalisés dans la wilaya, a-t-on précisé.

Dotés d'un financement de plus de 27,6 milliards DA, ces opérations qui ont été rete-

nues au titre d'un programme global, concernent la réalisation et la réhabilitation de 970 km de routes, en plus de la construction d'un total de 63 ouvrages d'art, à travers le territoire de la wilaya, selon la DTP.

Ces actions visent la modernisation du réseau routier de la wilaya, et d'assurer la sécurité routière aux usagers, outre le désenclavement des zones lointaines, a-t-on signalé.

D'autres opérations visant le renforcement du secteur des travaux publics de cette wilaya ont été retenues aussi au titre du

même plan de développement, à savoir l'acquisition de nouveaux équipements et des engins (un chasse-neige et des camions), en plus de l'ouverture de deux annexes de la DTP dans les daïras de Brida et Sidi-Mekhlouf, a-t-on ajouté.

Le réseau routier de la wilaya de Laghouat qui totalise 1 310 km de routes est composé de 403 km de routes nationales, de 394 km de chemins de wilaya, le reste étant des routes communales.

D.F.

Biskra

Opération de valorisation des «balcons» d'Ahchane

Une étude technique destinée à la valorisation des «balcons» d'Ahchane, un site naturel très pittoresque proche de M'chounech (Biskra), vient d'être engagée par la direction du tourisme et de l'artisanat, a indiqué lundi le responsable de cette structure, Abdelhakim Yahia. Selon ce responsable, il est

notamment prévu la réalisation d'une piste d'accès vers ces balcons, assez semblables à ceux de Ghouffi, dans la wilaya voisine de Batna, l'aménagement de murs de soutènement en certains endroits du site, la création d'un parking pour véhicules et d'un espace de prestation de services pour les visiteurs.

Des locaux pour la commercialisation de produits de l'artisanat local sont également prévus, selon M. Yahia qui a mis l'accent sur «le caractère pittoresque» du relief de ces balcons sculptés dans la roche le long de l'Oued Labiod (Ighzar Amellal), un cours d'eau mythique descendant des hauteurs des monts

de l'Aurès. Le projet aura un impact socio-économique «très important» dans cette région vierge qui a «beaucoup à gagner des activités liées au tourisme de montagne», a estimé le directeur du tourisme.

Salem G.

Bouira Dix blessés dans le renversement d'un bus

DIX PERSONNES ont été blessées lundi dans le renversement d'un bus à Boulbah, dans la commune de Djebahia (20 km environ à l'ouest de Bouira), a-t-on appris auprès de la Protection civile. Le bus, qui transportait une vingtaine de voyageurs, assurait la liaison Alger-Béjaïa. Il a dérapé avant de se renverser, causant des blessures à dix passagers, a précisé le colonel Rahmani Abderraouf, responsable à la direction de la Protection civile de Bouira. «Les éléments de la Protection civile se sont aussitôt rendus sur les lieux pour apporter les premiers soins aux blessés», a indiqué le même responsable. Les blessés ont ensuite été évacués à l'établissement public hospitalier de Lakhdaria (ouest de Bouira), a-t-il ajouté.

R.R.

Aïn Defla

Plus de 150 projets d'investissement approuvés

Cent cinquante-quatre (154) projets d'investissement ont été approuvés par le Comité d'assistance à la localisation et à la promotion des investissements et de la régulation du foncier (Calpiref) dans la wilaya de Aïn Defla depuis l'année 2012, a-t-on appris lundi auprès de la direction locale de l'industrie et de la promotion de l'investissement.

Ces projets concernent l'industrie (65), les travaux publics (17), les matériaux de construction (14), le tourisme (8), l'agriculture et les services (22 projets chacun), ainsi que la Société de distribution de l'électricité et du gaz et la Casnos (3 projets chacun).

Quelque 15 000 postes d'emploi devraient être générés par ces projets, dont bon nombre seront destinés aux universitaires, a signalé la même source.

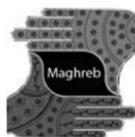
Des efforts sont déployés pour faciliter les investissements dans la wilaya, a assuré la même source, qui fait état du lancement de l'opération d'aménagement d'une zone d'activité à Tiberkanine (ouest de la wilaya) sur une superficie de 186 hectares pour près de 60 projets, outre une zone industrielle de 56 ha à Boumedfaâ, à l'est de la wilaya.

Bilal O.

Tipasa Travaux de maintenance de la station de dessalement de Fouka

Un suspension de l'alimentation en eau potable touchera plusieurs communes de Tipasa entre mardi et mercredi, suite à la programmation d'un arrêt total de l'usine en charge de l'exploitation de la station de dessalement de Fouka pour des travaux de maintenance, indique lundi la Société des eaux et de l'assainissement d'Alger (Seaal) dans un communiqué. Cet arrêt, prévu du mardi à 8h00 au mercredi à 4h00, engendrera un déficit en production qui générera quelques perturbations en eau potable au niveau des communes de Chaïba et Douaouda, et une suspension totale de l'alimentation en eau potable qui touchera les communes de Koléa, Fouka, Khemisti, Bousmaïl, Aïn Tagourait, Hamr El Aïn, Bourkika et Bouharoun, précise la Seaal. D'autres perturbations pourront être ressenties au niveau des communes de la chaîne côtière d'Alger, à savoir Mahelma, Zéralda, Staoueli et Aïn Benian, ajoute le communiqué, soulignant que la situation se rétablira progressivement durant la journée de mercredi.

Amina S.



Tunisie

Mehdi Jomaa : «Nous faisons face à des défis énormes»

■ Dans une interview à l'AFP vendredi, M. Jomaa a fait état de nombreux attentats jihadistes déjoués, sans autre précision, lors du processus électoral, avec les législatives en octobre et la présidentielle, dont le premier tour s'est déroulé le 23 novembre.

Par Zaid F.

L'expérience de la Tunisie, berceau des révolutions arabes, qui tient sa première élection présidentielle libre, servira «non pas de modèle mais d'espoir» aux pays aspirant à la démocratie, a déclaré son Premier ministre Mehdi Jomaa, à Dakar pour le Sommet de la Francophonie. Dans une interview à l'AFP vendredi, M. Jomaa a par ailleurs fait état de nombreux attentats jihadistes déjoués, sans autre précision, lors de ce processus électoral, avec les législatives en octobre et la présidentielle, dont le premier tour s'est déroulé le 23 novembre. Après la révolution de 2011, «il y avait une sorte de raccourci un peu romantique qui nous laissait espérer le règlement des problèmes, on était dans l'euphorie de ce printemps, mais les réalités nous ont rattrapés», a-t-il reconnu, soulignant que le pays était encore en «phase de transition». «La Tunisie ne servira pas de modèle dans ce qu'elle fait, mais servira d'espoir, parce que chaque pays a son contexte, chaque pays a



ses spécificités», a affirmé M. Jomaa, interrogé sur la possi-

bilité que cet exemple puisse inspirer d'autres pays de la Francophonie, en majorité Africains, a déclaré : «Le fait de voir qu'après les difficultés, après ces phases aussi de déception, on peut réellement faire aboutir le processus, c'est quelque chose de très important, pour la Tunisie d'abord (...) mais c'est aussi porteur d'espoir pour l'ensemble des pays où il y a pas eu des changements de la sorte», a-t-il ajouté.

Le Premier ministre, dont l'index gauche portait encore des traces de l'encre utilisée dans les bureaux de vote pour éviter les fraudes, a refusé de donner sa préférence, mais a dit souhaiter que le futur président gouverne par un large consensus.

«Les défis auxquels nous avons fait face et auxquels nous devons faire face dans l'avenir sont énormes», a-t-il souligné. «Ce sont les conditions et les défis et les contraintes qui imposeront, si on veut la réussite, une configuration politique d'entente, de consensus et de dialogue», a-t-il estimé.

Z. F./Agence

Sahara occidental

Une délégation française en visite de travail dans les camps de réfugiés

Une délégation de l'Association des Amis de la RASD (AARASD) en France est arrivée dimanche dans les campements réfugiés sahraouis, dans le cadre d'une visite de travail de quelques jours pour s'informer des projets d'enseignement du français dans ces camps.

Les membres de la délégation se rendront au centre pédagogique où sont formés les futurs instituteurs de la langue française selon une convention signée en 2013

entre le ministère de l'Enseignement sahraoui, l'ASPECF (Association Sahraouie pour la Promotion des Echanges Culturels dans la Francophonie) et l'AARASD. Ce programme est prévu pour une durée de cinq ans au cours de laquelle les instituteurs suivront une année de mise à niveau en français en premier lieu et la deuxième année ils auront des cours plus approfondis accompagnés de cours pédagogiques. A la fin de leur formation, ces instituteurs doivent

enseigner le français dans les collèges sahraouis dans les campements, afin de préparer au mieux les élèves à accéder aux établissements algériens où le français est enseigné depuis la troisième année primaire. Cette visite s'inscrit dans le cadre des relations d'amitié qui lient le peuple sahraoui et cette association française à travers son soutien à la cause sahraouie depuis plus de trente-neuf ans, rappelle-t-on.

R.M./SPS

Libye

Trois policiers blessés dans un double attentat à Ajdabiya

Trois policiers ont été blessés lundi dans un double attentat à la voiture piégée ayant visé un commissariat de police dans la ville d'Ajdabiya, dans l'est libyen, a-t-on indiqué de source sécuritaire. Deux voitures piégées ont explosé dans le parking du commissariat, de la ville d'Ajdabiya, située à 160 km à l'ouest de Benghazi, blessant trois policiers et provoquant d'importants dégâts au bâtiment et à une dizaine de voitures, selon cette source, citée par l'AFP.

Le double attentat aurait visé le centre de contrôle des caméras de surveillance de la ville, qui se trouve dans le commissariat. Les caméras de surveillance ont filmé l'assassinat la semaine dernière d'un général

de l'armée dans la ville, selon la même source. Plus de 350 personnes ont péri à Benghazi (est) depuis le début il y a plus d'un mois d'une offensive du général Haftar, pour tenter de reprendre cette ville tombée en juillet aux mains de milices islamistes.

L'Algérie participe à la réunion du groupe de contact pour la Libye

Le secrétaire général du ministère des Affaires étrangères, Abdelhamid Senouci Bereksi, prendra part mercredi à Addis-Abeba, à la réunion inaugurale du groupe international de contact pour la Libye,

indique mardi un communiqué du ministère des Affaires étrangères.

Première du genre, cette réunion, initiative de la Commission de l'Union africaine (UA), vise à «accompagner les efforts de paix et ceux tendant à la construction de la Libye», précise le communiqué.

Au cours de cette réunion, «il sera procédé notamment à un examen de la situation actuelle en Libye, les efforts régionaux et internationaux en cours, ainsi qu'un échange de vues sur cette initiative de la Commission de l'Union africaine», relève la même source.

Ahmed B.

Mauritanie

Tostan forme ses superviseurs sur la protection des enfants

DANS LE CADRE de l'exécution du projet intitulé «Renforcement des capacités communautaires pour une meilleure protection des enfants», l'ONG internationale Tostan, en partenariat avec l'UNICEF et le MASEF organise du 29 novembre au 5 décembre 2014, à Aleg dans les locaux de son siège, un séminaire de formation des superviseurs et répondants d'ONG sur le module KOB2 et la protection des enfants. Dans une allocution prononcée pour la circonstance, le Coordinateur national de Tostan en Mauritanie, Mamadou Baba Aw, a exprimé toute sa joie de partager avec ses invités l'ouverture officielle de ce pré-séminaire de formation des superviseurs et répondants d'ONG sur les modules «hygiène et santé» et «protection des enfants».

Poursuivant, M. Aw a rappelé que «c'est dans le cadre de l'appui à la politique du gouvernement mauritanien que Tostan organise cette session qui vise à contribuer aux changements de mentalités et de comportements de ces communautés à la base liés à certaines pratiques néfastes ou à la protection des enfants». Il a enfin remercié les autorités administratives et tous les partenaires de Tostan pour «leur disponibilité et leur appui constant». Quant au conseiller du wali chargé des affaires économiques et du développement et le maire-adjoint d'Aleg, respectivement Diagana Mohamedou El Hadj et M^{me} Khadijettou M/ Abdi, ils ont exprimé toute leur joie de prendre part à l'ouverture de cette session avant de saluer «l'action de cette ONG qui vient appuyer les efforts du gouvernement mauritanien dans la lutte pour la promotion de l'enfance et de la famille par la création d'un département ministériel spécifique et la ratification de plusieurs conventions et traités s'y rapportant».

Durant 7 jours, les participants apprendront à se familiariser avec le contenu du Kobi 2 axé notamment sur l'importance de la prévention en matière de santé (les microbes et l'hygiène, la prévention contre les 9 maladies infantiles par la vaccination, la prévention et le traitement du paludisme, de la diarrhée et de la déshydratation), la connaissance du corps (comprendre les principaux appareils du corps humain, la puberté, les règles, la grossesse, l'accouchement, l'allaitement, la ménopause), la promotion de la bonne santé par l'espacement des naissances, la prévention des IST, l'abandon de l'excision, la lutte contre les violences faites aux femmes et le tabagisme. Parallèlement à cela, les participants seront imprégnés des principes fondamentaux de la protection de l'enfant, notamment le mécanisme du changement social, l'importance des droits humains (accent particulier sur la Convention relative aux droits de l'enfant adoptée par l'AG des Nations unies le 20 novembre 1989) et les recours en cas de violation des droits de l'enfant. Notons que les bénéficiaires de la présente session enseigneront ces deux modules pendant 6 mois à 2 778 participants dans les 30 localités ciblées par le programme à travers les 5 mouqata'a du Brakna.

Dia Abdoulaye



Kenya

36 tués dans un nouveau raid des shebab qui promettent d'être «sans pitié»

■ Au moins 36 personnes ont été tuées lundi soir dans le nord-est du Kenya, frontalier de la Somalie, par les islamistes somaliens shebab qui ont promis d'être «sans pitié» et apparaissent toujours plus déterminés à porter le fer en territoire kényan.

Par Ali O.

Une vingtaine d'assaillants ont pénétré vers minuit dans une carrière près de Mandera, ville proche de la frontière somalienne, et ouvert le feu sur des tentes où dormaient des ouvriers. Au moins 36 personnes ont été tuées, ont indiqué la police et la Croix-Rouge. Certaines victimes ont été égorgées et décapitées. D'autres personnes sont également portées disparues, selon une autre source policière. «Notre équipe est sur le terrain pour recueillir des témoignages», a précisé la Croix-Rouge kényane. Un porte-parole de la police, Zipporah Mboroki, a confirmé les attaques mais a ajouté qu'un bilan précis serait fourni ultérieurement. «Nous avons perdu 36 personnes, mais d'autres ont disparu», a ajouté un responsable de la police, s'exprimant sous couvert d'anonymat. «Nous ne savons pas s'ils ont été enlevés par les assaillants», a-t-il poursuivi. Les shebab somaliens, affiliés à al-Qaïda, ont revendiqué le raid. «Près de 40 croisés kényans ont été tués lors d'un raid réussi des moujahidines

mené par la brigade Saleh Nabhan autour de minuit à Koromei, en périphérie de la ville de Mandera», a déclaré le porte-parole de la milice islamiste, Ali Mohamud Rage, dans un communiqué transmis à l'AFP.

«Cette dernière attaque fait partie d'une série d'opérations planifiées et exécutées par les moujahidine en réponse à l'occupation de terres musulmanes par l'armée kényane et leurs atrocités», affirme Mohamud Rage.

«(...) Nous continuerons à défendre notre terre et notre peuple face à cette agression. Nous ne ferons aucun compromis, (...) nous serons sans pitié pour les infidèles», menace le porte-parole. Cette tuerie intervient quelques heures à peine après une autre attaque menée dans la ville de Wajir - proche comme Mandera de la dangereuse frontière avec la Somalie déchirée par la guerre. Des hommes armés ont lancé des grenades et ouvert le feu dans un bar, faisant un mort et 12 blessés parmi les clients attablés, pour la plupart non-originaires de cette région où la population est majoritairement d'ethnie somali et de religion musulmane.



Ph. > D. R.

Cette attaque n'a elle pas été revendiquée. Le Kenya est la cible de nombreux attentats depuis l'intervention de ses forces armées contre les shebab dans le sud de la Somalie en 2011. Des troupes de l'Union africaine les ont depuis rejointes. Les islamistes ont subi de nombreux revers, perdant progressivement l'essentiel de leurs bastions du sud, mais ont multiplié en représailles les raids et les attentats au Kenya. Le plus spectaculaire de ces attentats avait été en septembre 2013 l'attaque d'un luxueux centre commercial

en plein cœur de Nairobi, qui avait fait 67 morts: clients, commerçants et policiers. Bénéficiant de plus en plus de complicités au sein de la communauté musulmane sur la côte de l'océan Indien, les shebab concentrent aujourd'hui leurs actions dans cette partie du pays et dans le nord-est, frontalier de la Somalie et où ils peuvent aisément s'infiltrer. Au fur et à mesure que la pression des forces de sécurité s'est accentuée sur les musulmans au Kenya, les shebab se sont posés en défenseurs de cette communauté, minoritari-

re à l'échelle du pays mais majoritaire dans la région de Mombasa et dans le nord-est.

Les islamistes jouent ainsi habilement des lignes de fractures ethniques - toujours très vives au Kenya - et tentent d'exacerber les tensions entre musulmans et autres tribus du pays, en particulier les Kikuyu, puissante tribu dont est issu le président Uhuru Kenyatta. En juin et juillet, les shebab avaient tué une centaine de personnes dans une série d'attaques contre des villages dans la région de l'archipel de Lamu.

Fin novembre, dans la région de Mandera, des islamistes avaient intercepté un bus et exécuté 28 de ces passagers non-musulmans. Les shebab avaient justifié leur action comme des représailles aux raids de la police kényane dans des mosquées de Mombasa. Le tourisme sur toute la côte, dont les plages de sable blanc faisait autrefois la joie des vacanciers occidentaux, est aujourd'hui sinistré.

Mais la région accueille toujours des travailleurs kényans, venus d'ailleurs dans le pays et majoritairement chrétiens. La semaine dernière, des syndicats de fonctionnaires, professeurs et médecins avaient conseillé aux membres de leurs professions de quitter le nord-est du Kenya en raison de l'insécurité qui y règne aujourd'hui. A. O.



Points chauds

Rassemblement

Par Fouzia Mahmoudi

Alors que François Fillon a immédiatement rejeté la proposition du nouveau président de l'UMP de créer un comité composé d'anciens Premiers ministres pour aider le parti de droite à retrouver son ancienne stature, Alain Juppé qui avait pris son temps pour réfléchir, vient d'annoncer sa décision de décliner également l'offre de Sarkozy. En effet, le maire de Bordeaux s'est dit hier «prêt à participer au renouveau de l'UMP» après l'élection à la présidence du parti de Nicolas Sarkozy, à condition d'être «là où se prendront les décisions» et pas dans un «comité naphthaline» des ex-Premiers ministres. Après avoir contribué à organiser les élections à l'UMP, dont le résultat est «incontestable et incontesté», le maire de Bordeaux écrit sur son blog vouloir «continuer son chemin». «Je suis prêt à participer au renouveau de l'UMP et au bon fonctionnement de ses instances, non pas dans je ne sais quel comité naphthaline qu'on sortirait de l'armoire de temps en temps, mais là où se prendront les décisions dans un esprit résolument constructif», insiste-t-il. Surtout Juppé continue à marteler la nécessité d'ouvrir les prochaines primaires de l'UMP en vue de 2017 au Centre et surtout à ses électeurs. Une opinion partagée par le nouveau patron de l'UDI, Jean-Christophe Lagarde, qui a estimé de son côté qu'une primaire de l'opposition n'avait «de sens que pour avoir un candidat unique de l'opposition républicaine». «Elle doit donc concerner l'UMP, l'UDI et le MoDem», a-t-il ajouté. «L'UDI arrêtera sa position lors d'un congrès au premier semestre 2016. Mon sentiment personnel est qu'une primaire n'a de sens que pour avoir un candidat unique de l'opposition républicaine. Sinon, à quoi bon ?» déclare Jean-Christophe Lagarde au Parisien-Aujourd'hui en France. «Elle doit donc concerner l'UMP, l'UDI et le MoDem. Mais si François Bayrou refuse d'y participer, la primaire n'a plus d'objet et devient une élection interne à l'UMP. L'UDI n'a pas vocation à choisir entre deux candidats UMP», poursuit-il. Reste à savoir si Nicolas Sarkozy cédera aux appels du pied de Juppé et du centre et s'il acceptera de mettre en péril ses propres chances de remporter l'investiture pour 2017. L'implication possible de Bayrou, celui qui a «trahi» l'ancien président, pourrait par ailleurs donner un bon argument à Sarkozy pour refuser une primaire ouverte. Il reste ainsi deux ans à Juppé pour convaincre à l'UMP et surtout pour prouver que de telles primaires sont avant tout une demande des électeurs de droite qui veulent avoir un choix plus large parmi les prétendants à la présidence. F. M.

Hong Kong

Les initiateurs du mouvement d'occupation appellent à évacuer la rue

Les trois initiateurs de la campagne d'occupation à Hong Kong ont appelé hier les manifestants à évacuer la rue alors que les leaders étudiants, devenus le fer de lance du mouvement pro-démocratie, ont entamé une grève de la faim pour faire avancer leur cause.

Après plus de deux mois d'occupation de plusieurs quartiers de l'ancienne colonie britannique passée sous tutelle chinoise, le mouvement n'a obtenu aucun résultat concret. Il est partagé entre ceux qui veulent radicaliser l'action et ceux qui veulent passer à autre chose. Benny Tai, Chan Kin-man et Chu Yiu-ming, fondateurs d'Occupy Central, un mouvement de désobéissance civile créé début 2013 et qui avait le premier avancé l'idée d'occuper la rue, ont annoncé qu'ils allaient symboliquement se rendre à la police et demandé aux manifestants de se disperser. «Nous appelons tous les trois les étudiants à battre en retraite, à s'enraciner profondément dans la communauté et transformer la nature du mouvement, a lancé Benny Tai. La police est devenue « incontrôlable », il est temps que les manifestants quittent ces « lieux dangereux ».

Il a également expliqué que les trois fondateurs d'Occupy allaient se rendre à la police mercredi. «La reddition n'est pas un signe de

lâcheté. Se rendre, ce n'est pas échouer, c'est la dénonciation silencieuse d'un gouvernement sans cœur», a-t-il lancé. Il n'existe aucun mandat d'amener à leur encontre mais le gouvernement local comme les autorités chinoises n'ont cessé de répéter que le mouvement était illégal. Cette annonce survient au lendemain de heurts entre policiers et manifestants parmi les plus graves depuis que les protestataires sont descendus par dizaines de milliers dans les rues le 28 septembre pour réclamer l'instauration d'un véritable suffrage universel. Depuis, leur nombre s'est considérablement réduit mais les manifestants, pour la plupart très jeunes, occupent toujours deux sites à Hong Kong, perturbant gravement les transports et l'activité économique. Un troisième site, celui de Mongkok dans la partie continentale de Hong Kong, a été évacué par les autorités la semaine dernière. Reste à savoir si les manifestants sont prêts à entendre l'appel de leurs aînés alors que les étudiants ont pris les rênes du mouvement. Joshua Wong, devenu à 18 ans le visage de la «révolution des parapluies» et deux autres étudiants ont entamé une grève de la faim lundi soir pour obtenir gain de cause auprès d'un gouvernement resté sourd à leurs appels. Les trois fondateurs d'Occupy,

deux universitaires et un pasteur baptiste, ont également salué le courage des manifestants qui campent depuis plus de deux mois dans des villages de tentes à Admiralty, près du siège du pouvoir et à Causeway Bay, quartier ultra commerçant très apprécié des Chinois du continent. «Nos jeunes se sont servis de leur corps comme rempart contre les coups de bâtons de la police, leur sang et leurs os cassés nous attristent profondément», a dit Benny Tai. «Nous respectons la détermination des étudiants et des citoyens à obtenir la démocratie», a-t-il ajouté, expliquant que Occupy allait désormais passer à une nouvelle étape de la désobéissance civile.

Pour l'analyste Willy Lam de l'université chinoise de Hong Kong, «on dirait qu'on assiste à la toute fin de cette phase particulière du mouvement».

Les gens d'Occupy et les députés pro-démocratie «font pression sur les étudiants depuis le début pour qu'ils observent une retraite stratégique» tandis que «l'opinion publique devient hostile à la poursuite de l'occupation», note-t-il.

Mais certains refusent de s'en aller sans bruit. Des manifestants masqués ont fracassé la porte du Conseil législatif, des centaines de personnes ont tenté de forcer les cordons de la police et d'encercler le siège du pouvoir lundi.



Festival international d'art contemporain d'Alger

Une modeste participation étrangère

■ Après avoir assisté à des expositions d'art contemporain, des photographies et des chorégraphies de danse contemporaine, le public du musée d'art contemporain d'Alger est en rendez-vous, à partir d'aujourd'hui, avec des expositions d'art graphique. Ces expositions qui s'inscrivent dans le cadre de la sixième édition du festival international d'art contemporain d'Alger se veulent un espace de partage et d'échange entre les artistes et le public. Cet événement sera marqué par la participation du designer algérien installé en France, Chérif Medjber.

Par Abla Selles

La sixième édition du festival international d'art contemporain d'Alger enregistre une modeste participation étrangère. Cet événement artistique qui sera inauguré aujourd'hui au musée national d'art moderne et contemporain d'Alger ne verra pas une grande participation étrangère. A l'instar des artistes algériens, trois designers seulement du Maroc, de France et du Burkina Faso prendront part à cette manifestation.

Les raisons de cette réticence n'ont pas été communiquées par les organisateurs. En effet, les créations artistiques qui seront exposées au MAMA ont été réalisées par des jeunes designers et

graphistes. Cette exposition qui se poursuit jusqu'à la fin du mois de janvier prochain se veut un espace de partage et d'échange entre les artistes et le public. «La nouvelle édition de ce festival sera consacrée au design avec une exposition collective d'œuvres d'artistes algériens et étrangers conçues en Algérie lors d'ateliers de création», selon le commissaire de l'exposition, Zoubir Hellal. Ces objets d'art seront exposés aux côtés de travaux issus d'un atelier pour des lycéens d'Alger, animé par le designer sud-africain Johann Van Der Schijff connu pour ses sculptures en forme de «Putching Ball» avec lesquelles les visiteurs peuvent interagir.

Outre les expositions collec-



Ph. DR

tives, la sixième édition de ce festival accueillera une exposition individuelle du designer algérien installé en France Chérif Medjber sous le titre: «Baba Salem, Yasmine, souvenirs d'enfance». Il s'agit d'une série de souvenirs sous forme d'images qu'a voulues cet artiste partager avec les visiteurs de cette exposition.

Après avoir écouté la locution inaugurale par le commissaire

de cet événement, le public pourra assister à deux interventions de spécialistes français du design qui parleront de l'évolution de cette discipline.

Le premier jour de ce rendez-vous artistique sera marqué, entre autres, par une conférence intitulée «Chérif l'Africain» consacrée au parcours du designer Chérif Medjber, plusieurs fois distingué en France et qui revient en Algérie après trente ans d'ab-

sence. C'est le galeriste français Frédéric Roulette qui animera cette rencontre prévue dans la matinée.

A.S.

Festival de Carthage

«Infiltrators» raconte le drame palestinien du mur de séparation

Le film documentaire «Infiltrators» du réalisateur palestinien Khaled Jarrar, un road movie montrant les vicissitudes de Palestiniens de tous horizons cherchant à traverser par tous les moyens les barrières diverses imposées par l'occupation israélienne, a été projeté en compétition officielle des Journées cinématographiques de Carthage. Sorti fin 2012, ce film de 70 minutes, réalisé en grande partie caméra à l'épaule, restitue le quotidien des Palestiniens se démenant face au «mur de séparation» et autres check points et le risque que prend chaque jour des dizaines d'entre eux pour traverser. Mené comme une enquête, «Infiltrators» se focalise d'abord sur un réseau de passeurs qui, moyennant finance, transporte leurs clients loin des check points pour escalader le mur

ou passer à travers les grilles de sécurité. Il montre aussi la complexité de cette traversée et le nombre impressionnant de chauffeurs et d'éclaireurs nécessaires.

Portant des échelles bricolées avec du bois de récupération sur les épaules, des passeurs parcourent des kilomètres pour trouver un point qui échappe à la vigilance des forces d'occupation et contactent leurs chauffeurs, alors qu'en même temps d'autres personnes guettent les soldats de l'autre côté du mur. Cette aventure humaine, qui paraît simple à l'écran, se soldé souvent par des arrestations, des chutes causant de graves blessures et même des décès. Une des séquences du film montre un palestinien battu par les policiers de l'occupation qui l'ont intercepté de l'autre côté du mur. Le calvaire palestinien est d'au-

tant plus clair lorsque les passeurs transportent même des travailleurs exerçant à Al Qods ou des malades qui doivent être soignés et qui font appel aux «Infiltrators» puisque même avec une autorisation, ils peuvent passer des jours à attendre au check point. Le drame du mur prend tout son ampleur quand le réalisateur rencontre une vieille dame isolée de son village et de ses enfants qu'elle ne voit plus qu'à travers les fissures du béton, ou des enfants se passant un millier de pains par jour ou parfois des médicaments, d'un côté à un autre. En plus d'avoir escaladé le mur et rencontré les forces d'occupation, la caméra de Khaled Jarrar a également suivi la traversée du mur par des tunnels dans lesquels on voit défiler des familles entières.

F.H.

Musique

Le patrimoine musical de la Kabylie en débat

Un colloque international sur le «Patrimoine musical de la Kabylie : contexte, forme et systèmes» est organisé lundi à Béjaïa en présence de chercheurs et enseignants universitaires nationaux et étrangers (France, Espagne et Tunisie). Initié par le Centre national de recherches préhistoriques anthropologiques et historiques (CNRPAH), le rendez-vous entend «lever le voile sur le patrimoine musical de cette région et cerner de près non seulement son répertoire mais aussi le contexte social et historique de sa production ainsi que sa substance», a déclaré Mehenna Mahfouf, responsable scientifique au CNRPAH, visiblement animé par la pers-

pective de son inscription, à l'Unesco, au titre de patrimoine culturel et immatériel de l'humanité. D'aucuns ont mis le doigt en effet sur l'impératif de rassembler ce patrimoine, de le sauvegarder et de le promouvoir, tant les menaces sur son existence sont réelles.

«Les rites du chant s'effilochent tout autant que les contextes de leur expression», s'est désolé un participant qui estime que dans un passé récent tout était prétexte au chant. Les berceuses pour endormir les enfants, les fêtes de mariages, les évocations amoureuses des femmes, les réunions religieuses et mystiques, les naissances, l'ouverture des saisons agraires

faisaient partie des mœurs et se déclinaient à foison, mais dont «la pratique s'émousse et se perd», a estimé M. Mahfouf. Beaucoup de raisons en sont à l'origine, a-t-il observé, attribuant ce recul essentiellement à la disparition de beaucoup de rites, à l'origine ou motivant les chants d'une part, et d'autre part, par la quasi-extinction du caractère féminin qui en était autant le vecteur essentiel de sa génération que de sa diffusion.

Pour autant la substance reste intacte, notamment dans les villages kabyles, où sa collecte, sa transcription, son archivage et sa diffusion sont encore du domaine du possible, a-t-il ajouté.

L.B.

Agenda culturel

Centre culturel Mustapha Kateb
Jusqu'au 4 décembre : Exposition de peinture de l'artiste Karim Tebaïla.

Salle Ibn Zeydoun de Riadh El-Feth
Jusqu'au 10 décembre : Huitième édition du Festival national de la musique andalouse çanaa.
Dimanche 7 décembre: Concert de la troupe musicale de l'association Biban El Andalou de Bordj Bou-Arréridj.

Salle Ibn Khaldoun
Jeudi 4 décembre à 20h : Concert chaâbi avec Abderrahmane El Kobbi.

Librairie Internationale Aurassi Omega
Samedi 6 décembre de 14h30 à 18h : Séance de vente-dédicace avec Amina Azza-Bekkat et Bouba Mohammedi Tabti, autour du livre collectif Quand les Algériens lisent Camus, paru aux éditions Casbah.

Maison de la Culture de Béjaïa
Jusqu'au 3 décembre : 5^e édition du Colloque anthropologie et musique sur le thème «Patrimoine musical de la Kabylie».

Centre des arts et de la culture du Bastion 23
Jusqu'au 20 décembre : Exposition de photographies «Algérie, 1963», par Pablo Volta, organisée en collaboration avec l'Institut culturel italien d'Alger à l'occasion du 60^e anniversaire du 1^{er} novembre 1954.

Coup-franc direct



Hannachi fidèle à lui-même

Par Anouar M.

Le président de la JSK, Moh Chérif Hannachi a tenu une réunion avec son entraîneur, le Français, Ciccolini. Si certains attendaient que ce dernier lui apporte son soutien et l'aide à surmonter cette situation difficile au moins en ramenant la discipline au groupe, ils doivent vite déchanter. En effet, Hannachi est resté fidèle à ses principes en menaçant encore une fois l'entraîneur de limogeage. Il lui avouera qu'il devra prendre des mesures fermes en cas d'autres mauvais résultats et qui compliqueraient davantage la situation de l'équipe qui se retrouve non loin du groupe de formations qui jouent la relégation. Décidément, Hannachi ne changera pas et restera ce dirigeant qui fuit toujours ses responsabilités et ne veut pas avouer son échec, en consommant à chaque fois un entraîneur, qui, mis dans d'autres conditions, aurait réussi de bien meilleurs résultats. Le patron de la JSK et en cas de limogeage du technicien français aurait sacrifié son deuxième technicien après Bross qui a été poussé à la porte après avoir décidé de s'interférer dans le volet technique qui est du ressort exclusif de l'entraîneur. Il devrait plutôt se raviser et reconnaître qu'il s'était trompé sur de nombreux registres surtout sur la manière de diriger le groupe et aussi sur le choix de certains joueurs qui n'ont rien donné à l'équipe jusqu'à présent. A. M.

Compétitions africaines Le MCEE en Ligue des champions et l'ASO en Coupe de la CAF

Le MC El Eulma, désigné initialement pour disputer la Coupe de la CAF participera finalement à la Ligue des champions, tandis que l'ASO Chlef le remplacera en Coupe de la CAF, a appris l'APS lundi auprès de la FAF.

Le MCEE, quatrième au classement du Championnat de L1 au titre de l'exercice 2013-2014, sera le troisième club algérien devant prendre part à la prestigieuse compétition continentale des clubs de 2015. L'USM Alger participera dans cette épreuve en tant que championne d'Algérie en titre, alors que l'ES Sétif la jouera en sa qualité de détenteur de la dernière édition.

Le MC Alger, quant à lui, participera à la Coupe de la CAF après avoir remporté le trophée de la Coupe d'Algérie de l'exercice dernier, tandis que l'ASO doit sa participation à sa huitième place au classement du Championnat d'Algérie de l'exercice dernier. Le club des Hauts-plateaux profite de la suspension de la JS Kabylie (2^e) et l'USM El Harrach (5^e) sur la scène continentale. Les cinq formations concernées viennent, chacune, de bénéficier de licence de club professionnel, indispensable pour participer aux compétitions internationales à partir de la saison prochaine, comme exigé par la Fédération internationale (Fifa).

Equipe nationale

Gourcuff ne sera pas présent au tirage au sort

L'entraîneur de la sélection algérienne, Christian Gourcuff, fera l'im-passe sur le tirage au sort de la CAN-2015 prévu mercredi prochain à Malabo, capitale de la Guinée équatoriale, pays hôte de la compétition, a-t-on appris auprès de la FAF. Le technicien français est resté à Alger pour diriger le stage de la sélection nationale des joueurs locaux A', qui débute ce lundi et se poursuivra jusqu'à mercredi au Centre technique de Sidi Moussa. Une délégation représentant l'Algérie composée du vice-président de la FAF Djahid Zefzaf, du directeur des sélections nationales Walid Sadi et du manager général des Verts Yazid Mansouri, s'est envolée dimanche vers Malabo, via Paris, apprend-on de même source. Cette délégation sera rejointe, mardi, par le président de la FAF Mohamed Raouraoua, également membre du bureau exécutif de la CAF qui se trouve actuellement en Arabie Saoudite pour des raisons professionnelles.

Mondial 2015 de handball Le Sept algérien en stage à Tikjda du 5 au 11 décembre

L'équipe algérienne de handball effectuera un stage bloqué à Tikjda (Bouira) du 5 au 11 décembre, en vue du Championnat du monde de la discipline prévu au Qatar (15 janvier-1^{er} février 2015), a appris l'APS lundi auprès de la Fédération algérienne de handball (Fahb). Les coéquipiers de Messaoud Berkous (GS Pétroliers) enchaîneront ensuite avec un autre regroupement à Alger, du 11 au 19 décembre, sous la houlette de l'entraîneur Réda Zeguili. Les Verts poursuivront leur préparation pour le rendez-vous mondial avec un stage en Slovaquie (20-30 décembre), qui sera ponctué par deux tests amicaux face à l'Iran. Au cours du stage, les Algériens prendront part également à un tournoi qui verra la partici-



pation de la Slovaquie (pays hôte), en plus de la Hongrie, l'Argentine ou la Croatie. Au Mondial-2015, l'Algérie jouera dans le groupe C en compagnie de la France, de la Suède, de la République tchèque, de l'Egypte et de l'Islande, repêchée pour remplacer les Emirats arabes unis qui ont décidé de se retirer.

Coupe d'Algérie (32^{es} finale) CS Constantine-MC Alger en vedette

Le match qui mettra aux prises le CS Constantine au MC Alger constituera sans aucun doute l'affiche des 32^{es} de finale de la Coupe d'Algérie de football, dont le tirage au sort a été effectué lundi soir à l'hôtel Hilton d'Alger.

Anouar M.

Le MCA, récent détenteur du trophée et qui souffre en Championnat, aura la mission très difficile à Constantine, surtout que le CSC partage le fauteuil de leader en compagnie du MO Béjaïa, l'USM Alger et l'USM Harrach et se trouve donc dans une situation idéale. Outre cette affiche, une autre empoignade opposera deux pensionnaires de Ligue 1, le MOB et la JSS, alors que la JS Kabylie, finaliste malheureux de la dernière édition, accueillera le CRB Dar El Beïda (division nationale amateur).

L'ES Sétif, détenteur du record de trophées en compagnie de l'USM Alger (8), se rendra à Constantine pour donner la réplique au MOC (division amateur), dans un derby de l'Est.

Le stade des Frères-Brakni de Blida abritera un derby du Centre entre l'USMB (L2) et le CR Belouizdad. Le match entre l'AS Khroub et le MC Oran sera l'autre rendez-vous attendu entre équipes de Ligue 1 et 2.

L'USMA, détenteur de l'édition 2013, débute en déplacement face à la formation du CRB Ouled Abdelkader (division Inter-régions).

En cas de qualification pour les 16^{es} de finale, les Algérois rencontreront le vainqueur du match USM Harrach-IS Tighenif, dans un éventuel derby algérois très alléchant. Le petit poucet de l'épreuve, l'ER Ouled Moussa (division honneur), effectuera un déplacement à Guelma pour croiser le fer avec l'ESG locale (division nationale amateur).

L'USM Sétif (division Inter



Le Doyen aura fort à faire face aux Sanafirs.

régions) rencontrera le vainqueur de la rencontre entre l'ES Béchar Djedid et le GC Ain Sefra. Les 32^{es} de finale de la Coupe d'Algérie se joueront les

12 et 13 décembre, alors que les 16^{es} de finale auront lieu les 26 et 27 décembre.

A. M.

RÉSULTATS DU TIRAGE AU SORT 32^{es} de finale (12 et 13 décembre 2014)

- | | |
|--|---|
| 1. US Boukhadara - US Oued Amizour | 22. O Médéa - JS Emir Abdelkader |
| 2. Athletic Hassi Messaoud - RC Relizane | 23. USM El Harrach - IS Tighenif |
| 3. NRB Achir - OM Arzew | 24. ES Guelma - ER Ouled Moussa |
| 4. MC El Eulma - A Boussaâda | 25. NB El Kala - MC Saida |
| 5. MO Béjaïa - JS Saoura | 26. USM Bel-Abbès - ES Arabaâ |
| 6. MO Constantine - ES Sétif | 27. ESM Koléa - CRB Tircine |
| 7. CRB Ouled Abdelkader - USM Alger | 28. JS M Béjaïa - CABB Arréridj |
| 8. CR Zoubiria - ASO Chlef | 29. CA Batna - ES Souk Ahras |
| 9. MSP Batna - RC Arbaâ | 30. DRB Tadjenant - HB Chelghoum Laïd |
| 10. JS Kabylie - CRB Dar El Beïda | 31. Vainqueur (ES Bechar Djedid-GC Ain Sefra) - USM Sétif |
| 11. NA HusseinDey - AS Marsa | 32. NT Souf - US Beni Douala |
| 12. USM Blida - CR Belouizdad | |
| 13. CRB Aïn Fekroun - O. Tizi Rached | |
| 14. CS Constantine - MC Alger | |
| 15. ASM Oran - NRB Touggourt | |
| 16. CA Kouba - AB Merouana | |
| 17. AS Khroub - MC Oran | |
| 18. E. Bouda - MB Hesasna | |
| 19. USM Oran - ES Mostaganem | |
| 20. Hamra Annaba - USM Chéraga | |
| 21. US Chaouia - MB Hassi Messaoud | |

16 ^{es} DE FINALE (26 ET 27 DÉCEMBRE 2014) :	
V15 - V31	V 16 - V18
V 24 - V 21	V 4 - V 10
V 6 - V 22	V 27 - V 1
V 7 - V 23	V 25 - V13
V 30 - V 12	V 2 - V 9
V 29 - V 5	V 14 - V 26
V 28 - V 8	V 17 - V 19
V 3 - V 32	V 11 - V 20

CAF Awards - 2014

Les joueurs algériens lésés par la CAF

Aucun joueur algérien ne figure dans la short-list des candidats en lice pour le titre du meilleur joueur africain 2014 de la CAF dont le vainqueur final sera connu le 8 janvier prochain à Lagos (Nigeria), lors de la cérémonie des Glo-CAF Awards-2014.

Pourtant quatre internationaux algériens, Yacine Brahimi (FC Porto), Sofiane Feghouli (FC Valence), Islam Slimani (Sporting Lisbonne) et le gardien de but Rais Mbolhi (Union Philadelphia), figuraient dans la liste des 25 nominés pour le titre du meilleur joueur africain, dévoilée le 7

novembre dernier par la CAF. Le parcours exceptionnel de l'Algérie lors du dernier Mondial 2014 au Brésil, avec une qualification historique pour les 1/8^{es} de finale de l'épreuve, n'a visiblement pas suffi aux yeux des techniciens africains pour assurer une présence algérienne dans la liste des cinq.

La short-list des cinq est composée de deux Nigériens : Vincent Enyeama et Ahmed Musa, le Ghanéen Asamoah Gyan, le Gabonais Pierre-Emerick Aubameyang, et l'Ivoirien Yaya Touré. Le meilleur joueur africain

2014 sera élu par les sélectionneurs des équipes africaines et les directeurs techniques membres de la CAF. L'international ivoirien Yaya Touré avait remporté le prix du meilleur joueur africain l'année dernière.

La liste des cinq joueurs

- Yaya Touré (Côte d'Ivoire-Manchester City)
- Vincent Enyeama (Nigeria - LOSC Lille)
- Asamoah Gyan (Ghana- Al Aïn)
- Pierre-Emerick Aubameyang (Gabon - Borussia Dortmund)
- Ahmed Musa (Nigeria -CSKA Moscou).

Meilleur joueur africain 2014 de la BBC Yacine Brahimi sacré

Le milieu international algérien du FC Porto (D 1 portugaise de football) Yacine Brahimi, a été élu lundi meilleur joueur africain 2014, prix décerné par la BBC. «C'est un grand honneur pour moi de recevoir ce trophée. Je le dois à mon pays, l'Algérie, et tous ceux qui ont voté pour moi.

C'est également un trophée pour l'Afrique toute entière, parce que c'est une récompense pour un joueur du continent. Vraiment, je suis très heureux», a indiqué Brahimi au site de la BBC. Brahimi était en concurrence avec le gardien de but nigérian de Lille OSC (France), Vincent Enyeama. Il

succède dans le palmarès de ce trophée à l'Ivoirien Yaya Touré (Manchester City/Angleterre). «Le FC Porto m'a permis de pouvoir m'exprimer, de pouvoir réaliser de bonnes performances. Je dédie ce prix à ma famille, à tous les pays africains, et en particulier à mon pays», a-t-il ajouté.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Oran/400 millions dérobés dans une entreprise

Le gardien de nuit en état d'arrestation

UN GARDIEN de nuit dans une entreprise a dérobé une somme de 429 millions de centimes du coffre d'une entreprise privée où il exerce comme agent de sécurité et d'un micro-ordinateur avec un disque dur extérieur, indique un communiqué du commandement de la Gendarmerie nationale.

C'est à la suite d'une plainte déposée le 30 novembre 2014 par la gérante de ladite entreprise, sise à la zone industrielle de Hassi Ameur, dans la commune de Hassi-Bounif, pour déclarer le cambriolage commis par des individus non identifiés dans la nuit du 29 au 30 que les gendarmes ont déclenché une enquête. Selon la plaignante, les cambrioleurs se sont introduits

dans son bureau, avant de s'emparer de la somme de 4 297 000 DA, déposée dans un coffre et un micro-ordinateur portable avec un disque dur extérieur.

Les investigations entreprises par les gendarmes de la localité ont abouti à l'interpellation, le même jour du vol à 17 heures, du gardien de ladite entreprise âgé de 32 ans qui au cours de l'interrogatoire a reconnu son méfait. Une somme de 280 millions de centimes qui se trouvait dans le domicile d'un de ses proches au village de Sidi Bachir commune de Bir El Djir et le micro-ordinateur portable avec le disque dur extérieur dans un magasin au centre ville d'Oran ont été récupérés.

A. A.

Lutte contre la contrebande

Saisie de denrées alimentaires et de carburant à In Guezzam

DES ÉLÉMENTS de l'Armée nationale populaire (ANP) ont saisi samedi et dimanche à In Guezzam une grande quantité de denrées alimentaires et de carburant destinée à la contrebande, indique lundi le ministère de la Défense nationale (MDN).

«Dans le cadre de la sécurisation des frontières et de la lutte contre la contrebande et le crime organisé, un détachement des forces de l'Armée nationale populaire, relevant du secteur opérationnel d'In Guezzam/6^e Région militaire, a saisi dimanche 30 novembre 2014, 29

tonnes de denrées alimentaires, 4000 litres de carburant, deux camions et un téléphone satellite», précise la même source, dans un communiqué. Un autre détachement, relevant du même secteur, en coordination avec les éléments de la Sûreté de daïra d'In Guezzam «a saisi, samedi dernier à 14h00, une quantité de 33,11 tonnes de pâtes alimentaires, 375 litres d'huile de table, 29,8 tonnes de ciment, 5 000 litres d'huile moteur et 2 000 litres de carburant destinée à la contrebande», ajoute la même source.

Hanifa G.

Falsification de billets de banque et escroquerie

Huit ans de prison contre un ressortissant malien

LE TRIBUNAL criminel d'Alger a condamné mardi un ressortissant malien (35 ans) à huit ans de prison ferme pour falsification de billets de banque en euros et escroquerie en 2013.

Selon l'arrêt de renvoi, les faits remontent au 1^{er} avril 2013 lorsque l'accusé a escroqué un commerçant algérien, résidant dans la commune des Eucalyptus (Alger), auquel il a remis de faux billets de banque d'une valeur de 20 000 euros contre 200 millions de centimes (algériens).

La victime qui s'est rendue compte de l'escroquerie a prévenu la police. Le mis en cause a été arrêté dans sa voiture avec en sa possession du matériel de falsification caché dans le coffre arrière.

L'inculpé est connu par les services de sécurité pour son

implication dans des affaires similaires.

Ghani Y.

DE NOUVEAU la troupe Nagham se produit à l'église du Sacré cœur après son dernier passage à la Basilique Notre Dame d'Afrique en mai 2014, à l'initiative de l'association à caractère humanitaire Caristas présente en Algérie depuis 1962 et dont le bénéfice permettra de financer un centre au profit de la femme algérienne essentiellement axée sur la promotion féminine et dont la construction est d'ores et déjà entamée. Un centre qui au demeurant permettra d'assurer la formation d'éducatrices de jardin d'enfant et les initier aux métiers du tissage, à l'art de la céramique sans oublier la diffusion de la revue

LA POLICE ANTI-ÉMEUTES FAIT FACE AUX RÉVOLTÉS DU RELOGEMENT



Remise en cause du recrutement par la SNTF de trois agents

Des jeunes bloquent la voie ferrée à Béni Mansour

Le recrutement de trois jeunes en qualité d'agents de sécurité par la Société nationale de transport ferroviaire (SNTF) a provoqué la colère d'un groupe de jeunes de Béni Mansour qui ont procédé tôt hier à la fermeture de la voie ferrée au niveau de cette localité.

Par Hocine Cherfa

Ces derniers entendaient protester contre «ce recrutement qui a eu lieu dans des conditions opaques», selon eux. Ils ont, par ailleurs, «exigé qu'il soit annulé et que les candidats ayant déposé, en premier, leurs dossiers, soient recrutés en priorité, du fait qu'ils ont postulé à ces postes il y a de longues années déjà», nous a expliqué un jeune hier. Ces trois agents ont pris leurs fonctions au sein de la société. Selon un employé à la gare Béjaïa, «le trafic ferroviaire est paralysé». «Aucun train n'a pu dépasser la localité de Béni Mansour à cause de la fermeture du rail par un groupe de jeunes de la localité», nous dit-il. Le train 14, (un Autorail), qui devait gagner la

capitale ce matin à partir de 6h35 a été immobilisé à la gare, alors que le train B-162 qui a quitté la gare de Béjaïa à 8h est arrivé à la gare d'Akbou avant de rebrousser chemin», nous a-t-il expliqué. A noter aussi que la protestation s'est poursuivie hier à l'université de Béjaïa. Une assemblée générale devait avoir lieu en fin de journée, nous dira Houès, un membre de la coordination locale des étudiants. «La grève pourrait être suspendue et une demande d'audience au recteur sera introduite aujourd'hui et juste après il y aura une réunion d'évaluation des discussions». Si les choses n'auront pas évolué d'ici là, «une marche sera organisé mardi prochain», a ajouté notre interlocuteur qui a rappelé les différentes revendications des étudiants qui tournent sur «l'accès au master sans condi-

tions et l'amélioration de leurs conditions socio-pédagogiques qui ne cessent de se détériorer, la réintégration des 600 étudiants exclus...». A noter aussi que les auto-écoles de la commune de Seddouk ont observé hier un débrayage de deux heures pour interpellier les autorités municipales sur la dégradation totale du circuit d'apprentissage de la conduite et le retard des travaux d'aménagement confiés à une entreprise de la région. Les mécontents ont été invités par l'exécutif communal à une rencontre qui s'est achevée avec la mise en demeure de l'entreprise de reprendre les travaux dans les quelques jours à venir et de livrer le circuit dans le délai contractuel.

H. C.

RECITAL DE CHARITE AVEC LA CHORALE NAGHAM

«EL Hayet» moyennant une participation financière pour le moins symbolique. Pour rappel la troupe Nagham est une association pour la promotion du chant et de la musique. Initialement dirigée par Rabah Kadem, depuis 2009, Mounir Saâdouni, ce passionné de musique et enseignant au Conservatoire municipal d'Alger et primé notamment en 2005 pour le prix national de la meilleure chorale lors du Festival national des chorales des professeurs à Sétif, en préside désormais les destinées en apportant un parfum de renouveau de par les différents genres musicaux émanant de diverses contrées du monde qu'il intro-

duit. Nagham regroupe des choristes de tous âges, répartis en quatre voix (basse et ténor pour les voix masculines, alto et soprano pour les voix féminines). Outre le chef de chœur, les choristes sont accompagnés par des musiciens. Nagham a participé à plusieurs manifestations culturelles nationales (Festival panafricain en 2009, Festival de la musique symphonique au Palais de la culture en 2013) et internationale (France, Belgique, Suisse). Le répertoire de cette édition sera étoffé et son parcours bigarré permettra de faire un tour du monde lyrique où les chants algériens, chants religieux, patriotiques cohabite-

ront avec les chants d'Amérique latine, les chants russes et même le Gospel. Ce voyage musical éclectique en perspective qui se déroulera prochainement (le 13 décembre à 15h) à l'église du Sacré Cœur construite à partir de l'année 1956 et achevée en 1966 pour être consacrée cathédrale et surnommée «Le Montmartre algérien» et dont l'acoustique et l'esthétique accompagneront les choristes sera un prétexte pour une relecture des chants universels par une troupe dont la renommée n'est plus à démontrer.

Dalila Ziani